

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 12 JUIN 2023**

**NOMBRE D'ELUS
METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 17**

QUORUM : 9

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
16	0	1

OBJET DE LA DECISION

N° 23/250

**PLAN DE SOLIDARITE
TERRITORIALE DE LA
METROPOLE TPM -
ATTRIBUTION D'UNE
SUBVENTION GLOBALE DE
375 000 EUROS AU BENEFICE
DE 16 PORTEURS -
AUTORISATION DE
SIGNATURE**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

ABSENT :

M. Christian SIMON.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/250

BUREAU DU 12 JUIN 2023

**O B J E T : PLAN DE SOLIDARITE TERRITORIALE DE LA
METROPOLE TPM - ATTRIBUTION D'UNE
SUBVENTION GLOBALE DE 375 000 EUROS AU
BENEFICE DE 16 PORTEURS - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté (dite « Plan Pauvreté »), présentée par le Président de la République le 13 septembre 2018,

VU la convention d'appui au plan de solidarité territoriale de la Métropole avec l'Etat pour l'année 2023, l'action 1.1 « Lutte contre la précarité : aide alimentaire et produits de 1^{ère} nécessité », l'action 2.1 « TPM : une Métropole en convergence », l'action 2.2 « Parcours Educ activ Jeunes », l'action 3.1 « Intermédiation locative », et l'action 3.2 « Accès logement des jeunes avec dimension intergénérationnelle »,

VU les projets de convention annexées,

CONSIDERANT que dans le cadre de ses compétences en matière de politique de la ville, de cohésion sociale, de fonds de solidarité logement et de lutte contre la pauvreté, la Métropole Toulon Provence Méditerranée mène des actions en direction des publics les plus fragiles,

CONSIDERANT que le plan pauvreté mis en œuvre par l'Etat en 2018, a notamment pour but de « garantir sur l'ensemble du territoire l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux dans les domaines de l'emploi, du logement, de la protection de la santé, de la justice, de l'éducation, de la formation et de la culture, de la protection de la famille et de l'enfance »,

CONSIDERANT que la loi NOTRe organisant notamment les compétences des Métropoles, il est indispensable d'initier un pilotage conduit à partir des territoires, pour une complémentarité et une efficacité de mise en œuvre de la déclinaison territoriale de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté,

CONSIDERANT que la Métropole TPM, en accord avec l'Etat, retient trois thématiques, dans le cadre du Plan Solidarité :

- La lutte contre la précarité des étudiants et des jeunes,
- L'insertion socio-professionnelle des publics en difficulté,
- La sécurisation du parcours résidentiel,

CONSIDERANT que dans ce cadre, la Métropole TPM entend intervenir au titre du Fonds d'Aide aux Jeunes afin de soutenir des actions de socialisation et d'aides matérielles à destination des jeunes de moins de 26 ans permettant de rompre l'isolement, de favoriser les échanges, de partager des savoirs et de consolider les partenariats existants,

CONSIDERANT que dans le cadre de la thématique « Lutte contre la précarité des étudiants et des jeunes : aide alimentaire », il convient de soutenir la Banque Alimentaire du Var, l'Epicerie Etudiante de La Garde et L'Epicerie Solidaire Amitiés Cité, acteurs majeurs dans la collecte et la distribution de l'aide alimentaire sur le territoire et qui répondent aux besoins des jeunes sur la Métropole, en attribuant à ces associations une subvention pour la réalisation de leur objet,

CONSIDERANT que l'ensemble des actions proposées par les associations du territoire portant des Ateliers et Chantiers d'Insertion (A.C.I) concourent à soutenir l'action de la Métropole en matière d'insertion socio-professionnelle des publics en difficulté par la mise en place de projets permettant un accompagnement renforcé, à visée de retour ou de maintien dans l'emploi,

CONSIDERANT que les actions menées par les clubs de prévention, et plus particulièrement l'action Parcours Éduc activ' jeunes, rentrent dans le champ du Plan de Solidarité Territoriale,

CONSIDERANT que l'inclusion sociale et professionnelle passent également par l'accès aux droits et à la santé, et que cet accompagnement en matière de soins et de prévention permet aux personnes de retrouver un état de santé stabilisé permettant de se maintenir en hébergement ou en logement, et de commencer à élaborer des projets de vie,

CONSIDERANT que l'ensemble des actions proposées par l'association URHAJ concourent à soutenir l'action de la Métropole en matière d'habitat et d'attractivité du territoire, en favorisant le parcours résidentiel, en sécurisant les bailleurs, en développant des partenariats efficaces notamment en matière de médiation, d'orientation et de promotion des dispositifs existants dans le domaine de l'habitat, à travers un dispositif de type « Parcours d'insertion économique des jeunes par le logement (16-25 ans) »,

CONSIDERANT que l'ensemble des actions proposées par l'association AIVS LE TOIT concourent à soutenir l'action de la Métropole en matière d'habitat et d'attractivité du territoire, en favorisant le renforcement de la gestion locative adaptée, et en sécurisant les parcours résidentiels des publics les plus fragiles,

CONSIDERANT que l'Etat entend déployer sur le territoire métropolitain le Plan Solidarité par un abondement financier à la Métropole TPM d'un montant prévisionnel en 2023 de 375 000 €,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'APPROUVER les termes des conventions ci-annexées et **D'AUTORISER** Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer ces conventions.

ARTICLE 2

D'ATTRIBUER une subvention globale de 375 000 € pour l'année 2023 dans le cadre du Plan de Solidarité territoriale de la Métropole TPM, ventilée de la manière suivante :

AXE 1 : Lutte contre la précarité alimentaire des jeunes		
Nom de l'association	Objet de l'action	Subvention Métropole
EPICERIE ETUDIANTE LA GARDE	Achat et distribution de denrées	19 500 €
BANQUE ALIMENTAIRE	Achat et distribution de denrées	25 000 €
SERVICE JEUNESSE ET PROXIMITE TPM	Kits Hygiène Santé	5 500 €
AMITIES CITES	Epicerie Solidaire	11 000 €
SOUS-TOTAL		61 000 €

AXE 2 : L'insertion socio-professionnelle des publics en difficulté		
Nom de l'association	Objet de l'action	Subvention Métropole
ALADIN	Accompagnement socio-professionnel renforcé des publics très éloignés de l'emploi sans logement ou en logement précaire	12 000 €
ASSOCIATION DE PREVENTION SPECIALISEE (APS)	Accompagnement socio-professionnel renforcé des publics très éloignés de l'emploi sans logement ou en logement précaire	20 000 €
ASSOCIATION SAUVEGARDE DES FORETS VAROISES (ASDFV)	Accompagnement socio-professionnel renforcé des publics très éloignés de l'emploi sans logement ou en logement précaire	20 000 €
ASSOCIATION VAROISE D'ACCUEIL FAMILIAL (AVAF)	Accompagnement socio-professionnel renforcé des publics très éloignés de l'emploi sans logement ou en logement précaire	20 000 €
EN CHEMIN	Accompagnement socio-professionnel renforcé des publics très éloignés de l'emploi sans logement ou en logement précaire	20 000 €
FAIRE ROUTE AVEC TOI (FRAT)	Accompagnement socio-professionnel renforcé des publics très éloignés de l'emploi sans logement ou en logement précaire	20 000 €
PROMO SOINS	Action médico-sociale – Plan de Solidarité	15 000 €
BRIGADES NATURE VAR (ex TREMPIN)	Accompagnement socio-professionnel renforcé des publics très éloignés de l'emploi sans logement ou en logement précaire	20 000 €
ASSOCIATION DE PREVENTION ET D'AIDE A L'INSERTION (APEA)	Parcours Educ activ Jeunes	11 000 €
LIGUE VAROISE DE PREVENTION	Parcours Educ Activ Jeunes	11 000 €
SOUS-TOTAL		169 000 €

AXE 3 : Coordination des actions de sécurisation du parcours résidentiel		
Nom de l'association	Objet de l'action	Subvention Métropole
AIVS LE TOIT	Action Gestion Locative Adaptée	115 000 €
URAHJ	Accès au logement des Jeunes	30 000 €
SOUS-TOTAL		145 000 €
TOTAL GENERAL		375 000 €

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits seront prélevés sur le Budget Principal 2023, article 74718 de la manière suivante :

- 61 000 € sur l'opération 5220, pour l'axe « Lutte contre la précarité alimentaire ».
- 169 000 € sur l'opération 5215, pour l'axe « L'insertion socio-professionnelle des publics en difficulté.
- 145 000 € sur l'opération 5219, pour l'axe « Sécurisation du parcours résidentiel ».

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

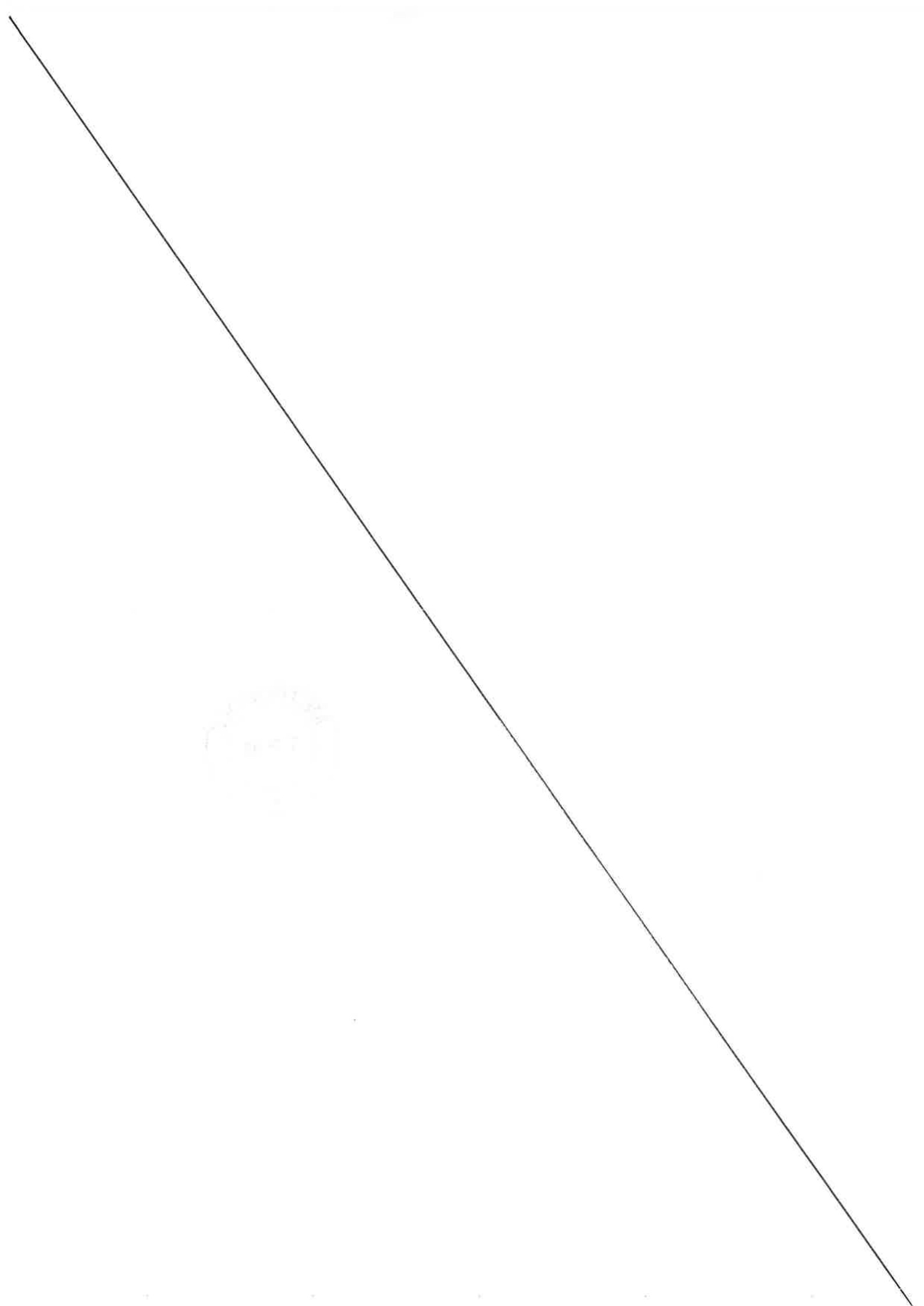
Fait à Toulon, le 12 juin 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	16
CONTRE	0
ABSTENTION	0





CONVENTION D'OBJECTIFS AVEC L'ASSOCIATION BANQUE ALIMENTAIRE DU VAR

Prise en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 et du décret N° 2001-495 du 6 juin 2001 relatifs à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques.

ENTRE

La Métropole « Toulon Provence Méditerranée », ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, **Monsieur Jean-Pierre GIRAN** agissant en vertu de la Décision n°23/ du Bureau Métropolitain en date du 12 juin 2023,

ci-après désignée *la Métropole*,

d'une part,

ET

L'Association Banque alimentaire du Var, ayant son siège 257 rue Denis Papin, Z.A. Le Pouverel, 83130 LA GARDE, représentée par Monsieur Joël GATTULLO, agissant en qualité de Président,

ci-après désignée *la Banque alimentaire du Var*,

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Le plan pauvreté mis en œuvre par l'Etat en 2018, a notamment pour but de « garantir sur l'ensemble du territoire l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux dans les domaines de l'emploi, du logement, de la protection de la santé, de la justice, de l'éducation, de la formation et de la culture, de la protection de la famille et de l'enfance »,

La loi NOTRe organisant notamment les compétences des Métropoles, il est indispensable d'initier un pilotage conduit à partir des territoires, pour une complémentarité et une efficacité de mise en œuvre de la déclinaison territoriale de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté,

L'Etat entend déployer sur le territoire métropolitain le plan solidarité par un soutien financier à la Métropole TPM pour 2023,

La banque alimentaire du Var a pour objet, dans une démarche de solidarité, d'apporter une aide alimentaire aux personnes les plus démunies en partenariat avec des associations et organismes sociaux. Cette aide vise à promouvoir une alimentation de qualité et créatrice de lien, facteur de retour à une vie normale pour ces personnes. Pour ce faire elle fonctionne en réseau sur plusieurs communes de la Métropole.

Dans le cadre de ses compétences en matière de politique de la ville, d'insertion, d'emploi, d'aide aux jeunes, de fonds de solidarité logement et de lutte contre la pauvreté, la Métropole Toulon Provence Méditerranée met en place des actions de soutien auprès du secteur associatif et mène des actions en direction des publics les plus fragiles.

Compte tenu de l'intérêt de l'action menée par la Banque alimentaire du Var, acteur majeur dans la collecte et la distribution de l'aide alimentaire sur le territoire métropolitain et qui répond aux besoins alimentaires des jeunes, et dans le cadre du Plan pauvreté précité mis en œuvre par l'Etat, ainsi que dans le cadre du Plan de Solidarité Territoriale de la Métropole TPM, la Métropole s'engage à soutenir financièrement les actions de la Banque alimentaire.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : ENGAGEMENT DE L'ASSOCIATION BANQUE ALIMENTAIRE DU VAR

L'association Banque alimentaire du Var s'engage à mettre en œuvre son programme d'activités 2023 et à informer la Métropole Toulon Provence Méditerranée de ses réalisations et de ses projets.

L'Association Banque alimentaire du Var assure une collecte et une distribution de denrées alimentaires.

La Banque alimentaire du Var assure l'achat de denrées alimentaires nécessaires à l'augmentation des besoins créés par la crise sanitaire.

Durée de l'action : annuelle.

ARTICLE 2 : EVALUATION DES ACTIONS

Les parties s'engagent à procéder à la fin de l'année en cours à une évaluation des actions sur des critères à la fois quantitatifs, qualitatifs et financiers.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DE REFERENCE DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

En vertu de Décision n°23/ du Bureau Métropolitain en date du 12 juin 2023, la Métropole s'engage à soutenir financièrement la Banque alimentaire du Var au cours de l'exercice 2023, par le versement d'une subvention d'un montant total de **25 000 €**.

ARTICLE 4 : LES FINANCEMENTS

Le budget prévisionnel global pour l'action est estimé à 25 000 €. Le financement prévisionnel est le suivant :

Poste 60-ACHATS		Poste	74-SUBVENTIONS
Achats matières et fournitures-Achat de		D'EXPLOITATION	
denrées alimentaires	25 000 €.	Métropole TPM	25 000 €.

ARTICLE 5 : DUREE

La présente convention est conclue pour l'année 2023.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

D'une façon générale, la Métropole s'engage à communiquer à l'association Banque alimentaire du Var tous les éléments administratifs et financiers nécessaires pour remplir ses missions.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE LA BANQUE ALIMENTAIRE

L'association Banque alimentaire du Var s'engage :

- A souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité afin que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée. Elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes.
- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents.
- A ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines.
- A valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent.
- A faciliter le contrôle, par les services de la Métropole TPM, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables.

- A fournir à la Métropole TPM une évaluation prévue à l'article 2, attestant notamment de la réalisation de l'action, ainsi que le compte rendu financier des actions soutenues par Toulon Provence Méditerranée. Ce compte rendu atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention,
- A fournir le bilan financier et le compte de résultat de la structure.

En outre, l'association sera tenue de nommer un commissaire aux comptes et un suppléant. La tenue de sa comptabilité sera confiée à un expert-comptable agréé et inscrit au tableau de la compagnie des experts comptables. Une copie du rapport du Commissaire aux comptes sera transmise à la Métropole.

L'association déposera à la Préfecture de son siège social ses budgets, comptes annuels, conventions passées avec les autorités publiques et les comptes rendus financiers des subventions reçues pour y être consultés.

Le respect des présentes prescriptions est impératif. A défaut, la Métropole TPM pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le versement des acomptes versés.

ARTICLE 8 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION PAR LA METROPOLE TPM

Le montant de la subvention est arrêté à **25 000 €** (vingt-cinq mille euros). Il est imputé sur le budget métropolitain de l'exercice 2023. Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales, et selon les modalités suivantes :

- Un versement global d'un montant de **25 000 €**, dès que la présente convention aura acquis un caractère exécutoire.

Le montant de la subvention est crédité, selon les modalités ci-dessus, sur le compte ouvert au nom de la Banque alimentaire du Var par virement bancaire.

ARTICLE 9 : LES MODIFICATIONS A LA CONVENTION

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 10 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de sa destination de la subvention sans accord préalable et exprès de la Métropole TPM entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis ni indemnité sur simple lettre de la Métropole TPM.

ARTICLE 11 : REVERSEMENT DE TOUT OU PARTIE DE LA SUBVENTION

En cas de non-respect par l'association de ses engagements, ou en cas de résiliation intervenant dans l'un des cas fixés par l'article précédent, l'association reversera à la Métropole TPM les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande, sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'actions relevant de la compétence développement économique

Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande, aux membres de la commission développement économique, et si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution. Les durées de conservation en matière de mandatement correspondent aux obligations légales en vigueur pour les questions de comptabilité publique.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la

confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : donnees_personnelles@metropoletpm.fr

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 - 75334 Paris Cedex 07

ARTICLE 13 : LITIGES

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 14 : LA LEGALITE DE LA CONVENTION ET SA NOTIFICATION

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à l'association.

Fait en deux exemplaires à Toulon, le

La Métropole
Toulon Provence Méditerranée

La Banque alimentaire du Var

Jean-Pierre GIRAN

Joël GATTULLO

CONVENTION D'OBJECTIFS AVEC L'ASSOCIATION AMITIÉS CITE

Prise en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 et du décret N° 2001-495 du 6 juin 2001 relatifs à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques.

ENTRE

La Métropole « Toulon Provence Méditerranée », ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN agissant en vertu de la Décision n° du Bureau Métropolitain du 12 juin 2023,

ci-après désignée *la Métropole*,

d'une part,

ET

L'Association Amitiés Cité, ayant son siège 11 rue Alexis Agarrat, 83200 Toulon représentée par Monsieur Régis LEFEVBRE, agissant en qualité de Président,

ci-après désignée l'association *Amitiés Cité*,

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Le plan pauvreté mis en œuvre par l'Etat en 2018, a notamment pour but de « garantir sur l'ensemble du territoire l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux dans les domaines de l'emploi, du logement, de la protection de la santé, de la justice, de l'éducation, de la formation et de la culture, de la protection de la famille et de l'enfance »,

La loi NOTRe organisant notamment les compétences des Métropoles, il est indispensable d'initier un pilotage conduit à partir des territoires, pour une complémentarité et une efficacité de mise en œuvre de la déclinaison territoriale de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté,

L'Etat entend déployer sur le territoire métropolitain le plan solidarité par un soutien financier à la Métropole TPM pour 2023,

L'association Amitiés Cité a pour objet, dans une démarche de solidarité, de lutter contre la précarité alimentaire quotidienne auprès des jeunes et des familles. Elle soutient les familles en proposant des actions de proximité :

- Une épicerie solidaire sur la Beaucaire, le Grand Jonquet, Ste Musse et une épicerie solidaire sur la Seyne sur Mer.
- Une distribution de colis alimentaire d'urgence.
- Une sensibilisation et une formation des habitants à la lutte contre le gaspillage, l'alimentation équilibrée et la gestion du budget.

Dans le cadre de ses compétences en matière de politique de la ville, d'insertion, d'emploi, d'aide aux jeunes, de fonds de solidarité logement et de lutte contre la pauvreté, la Métropole Toulon Provence Méditerranée met en place des actions de soutien auprès du secteur associatif et mène des actions en direction des publics les plus fragiles.

Compte tenu de l'intérêt de l'action menée par l'association Amitiés Cité, pour la distribution de l'aide alimentaire sur le territoire métropolitain et qui répond aux besoins alimentaires des jeunes, et dans le cadre du Plan pauvreté précité mis en œuvre par l'Etat, ainsi que dans le cadre du Plan de Solidarité Territoriale de la Métropole TPM, la Métropole s'engage à soutenir financièrement les actions d'Amitiés Cité.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIV :

ARTICLE 1 : ENGAGEMENT DE L'ASSOCIATION AMITIÉS CITE

L'association Amitiés Cité s'engage à mettre en œuvre son programme d'activités 2023 et à informer la Métropole Toulon Provence Méditerranée de ses réalisations et de ses projets.

L'Association Amitiés Cité assure une collecte et une distribution de denrées alimentaires.

Durée de l'action : annuelle.

ARTICLE 2 : EVALUATION DES ACTIONS

Les parties s'engagent à procéder à la fin de l'année en cours à une évaluation des actions sur des critères à la fois quantitatifs, qualitatifs et financiers.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DE REFERENCE DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

En vertu de la Décision n° du Bureau Métropolitain du 12 juin 2023 la Métropole s'engage à soutenir financièrement la Banque alimentaire du Var au cours de l'exercice 2023, par le versement d'une subvention d'un montant total de **11 000 €**.

ARTICLE 4 : DUREE

La présente convention est conclue pour l'année 2023.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

D'une façon générale, la Métropole s'engage à communiquer à l'association Amitiés Cité tous les éléments administratifs et financiers nécessaires pour remplir ses missions.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION AMITIES CITE

L'association Amitiés Cité s'engage :

- A souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité afin que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée. Elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes.
- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents.
- A ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines.
- A valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent.
- A faciliter le contrôle, par les services de la Métropole TPM, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables.
- A fournir à la Métropole TPM une évaluation prévue à l'article 2, attestant notamment de la réalisation de l'action, ainsi que le compte rendu financier des actions soutenues par Toulon Provence Méditerranée. Ce compte rendu atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention,
- A fournir le bilan financier et le compte de résultat de la structure.

En outre, l'association sera tenue de nommer un commissaire aux comptes et un suppléant. La tenue de sa comptabilité sera confiée à un expert-comptable agréé et inscrit au tableau de la compagnie des experts comptables. Une copie du rapport du Commissaire aux comptes sera transmise à la Métropole.

L'association déposera à la Préfecture de son siège social ses budgets, comptes annuels, conventions passées avec les autorités publiques et les comptes rendus financiers des subventions reçues pour y être consultés.

Le respect des présentes prescriptions est impératif. A défaut, la Métropole TPM pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le versement des acomptes versés.

ARTICLE 7 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION PAR LA METROPOLE TPM

Le montant de la subvention est arrêté à **11 000 €** (onze mille euros). Il est imputé sur le budget métropolitain de l'exercice 2023. Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales, et selon les modalités suivantes :

- Un versement global d'un montant de **11 000 €**, dès que la présente convention aura acquis un caractère exécutoire.

Le montant de la subvention est crédité, selon les modalités ci-dessus, sur le compte ouvert au nom de la Banque alimentaire du Var par virement bancaire.

ARTICLE 8 : LES MODIFICATIONS A LA CONVENTION

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 9 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de sa destination de la subvention sans accord préalable et exprès de la Métropole TPM entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis ni indemnité sur simple lettre de la Métropole TPM.

ARTICLE 10 : REVERSEMENT DE TOUT OU PARTIE DE LA SUBVENTION

En cas de non-respect par l'association de ses engagements, ou en cas de résiliation intervenant dans l'un des cas fixés par l'article précédent, l'association reversera à la Métropole TPM les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 11 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la

collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande, sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'actions relevant de la compétence développement économique

Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande, aux membres de la commission développement économique, et si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution. Les durées de conservation en matière de mandatement correspondent aux obligations légales en vigueur pour les questions de comptabilité publique.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : donnees_personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>
- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 - 75334 Paris Cedex 07

ARTICLE 12 : LITIGES

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13 : LA LEGALITE DE LA CONVENTION ET SA NOTIFICATION

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à l'association.

Fait en deux exemplaires à Toulon, le

La Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Amitiés Cité

Jean-Pierre GIRAN

Régis LEFEVBRE

CONVENTION D'OBJECTIFS AVEC L'ASSOCIATION EPICERIE ETUDIANTS

Prise en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 et du décret N° 2001-495 du 6 juin 2001 relatifs à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques.

ENTRE

La Métropole « Toulon Provence Méditerranée », ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN agissant en vertu de la Décision n° du Bureau Métropolitain du 12 juin 2023,

ci-après désignée *la Métropole*,

d'une part,

ET

L'Association Epicerie Etudiants, située 740 avenue du 8 mai 1945, 83130 La Garde, représentée par Monsieur Claude BERRANGER, agissant en qualité de Président,

ci-après désignée *l'association Epicerie Etudiants*,

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Le plan pauvreté mis en œuvre par l'Etat en 2018, a notamment pour but de « garantir sur l'ensemble du territoire l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux dans les domaines de l'emploi, du logement, de la protection de la santé, de la justice, de l'éducation, de la formation et de la culture, de la protection de la famille et de l'enfance »,

La loi NOTRe organisant notamment les compétences des Métropoles, il est indispensable d'initier un pilotage conduit à partir des territoires, pour une complémentarité et une efficacité de mise en œuvre de la déclinaison territoriale de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté,

L'Etat entend déployer sur le territoire métropolitain le plan solidarité par un soutien financier à la Métropole TPM pour 2023,

L'association Epicerie Etudiants a pour objet de fournir une aide alimentaire et un soutien aux étudiants, apprentis, volontaires en service civique et jeunes de moins de 25 ans en situation de précarité.

Dans le cadre de ses compétences en matière de politique de la ville, d'insertion, d'emploi, d'aide aux jeunes, de fonds de solidarité logement et de lutte contre la pauvreté, la Métropole Toulon Provence Méditerranée met en place des actions de soutien auprès du secteur associatif et mène des actions en direction des publics les plus fragiles.

Compte tenu de l'intérêt de l'action menée par l'association Epicerie Etudiants, acteur majeur pour l'amélioration des conditions de vie des étudiants et de leur réussite, et dans le cadre du Plan pauvreté précité mis en œuvre par l'Etat, ainsi que dans le cadre du Plan de Solidarité Territoriale de la Métropole TPM, la Métropole s'engage à soutenir financièrement les actions de l'Association Epicerie Etudiants.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : ENGAGEMENT DE L'ASSOCIATION EPICERIE ETUDIANTS

L'association Epicerie Etudiants s'engage à mettre en œuvre son programme d'activités 2023 et à informer la Métropole Toulon Provence Méditerranée de ses réalisations et de ses projets.

L'Epicerie Etudiants apporte un soutien matériel aux étudiants en leur proposant des denrées alimentaires.

Durée de l'action : annuelle.

ARTICLE 2 : EVALUATION DES ACTIONS

Les parties s'engagent à procéder à la fin de l'année en cours à une évaluation des actions sur des critères à la fois quantitatifs, qualitatifs et financiers.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DE REFERENCE DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

En vertu de la Décision n° du Bureau Métropolitain du 12 juin 2023, la Métropole s'engage à soutenir financièrement l'association Epicerie Etudiants au cours de l'exercice 2023, par le versement d'une subvention d'un montant total de **19 500 €**.

ARTICLE 4 : DUREE

La présente convention est conclue pour l'année 2023.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

D'une façon générale, la Métropole s'engage à communiquer à l'association Epicerie Etudiants tous les éléments administratifs et financiers nécessaires pour remplir ses missions.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION EPICERIE ETUDIANTS

L'association Epicerie Etudiants s'engage :

- A souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité afin que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée. Elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes.
- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents.

- A ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines.
- A valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent.
- A faciliter le contrôle, par les services de la Métropole TPM, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables.
- A fournir à la Métropole TPM une évaluation prévue à l'article 2, attestant notamment de la réalisation de l'action, ainsi que le compte rendu financier des actions soutenues par Toulon Provence Méditerranée. Ce compte rendu atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention,
- A fournir le bilan financier et le compte de résultat de la structure.

En outre, l'association sera tenue de nommer un commissaire aux comptes et un suppléant. La tenue de sa comptabilité sera confiée à un expert-comptable agréé et inscrit au tableau de la compagnie des experts comptables. Une copie du rapport du Commissaire aux comptes sera transmise à la Métropole.

L'association déposera à la Préfecture de son siège social ses budgets, comptes annuels, conventions passées avec les autorités publiques et les comptes rendus financiers des subventions reçues pour y être consultés.

Le respect des présentes prescriptions est impératif. A défaut, la Métropole TPM pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le versement des acomptes versés.

ARTICLE 7 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION PAR LA METROPOLE TPM

Le montant de la subvention est arrêté à **19 500 €** (dix-neuf mille cinq cent euros). Il est imputé sur le budget métropolitain de l'exercice 2023. Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales, et selon les modalités suivantes :

- Un versement global d'un montant de **19 500 €**, dès que la présente convention aura acquis un caractère exécutoire.

Le montant de la subvention est crédité, selon les modalités ci-dessus, sur le compte ouvert au nom de l'association Epicerie Etudiants par virement bancaire.

ARTICLE 8 : LES MODIFICATIONS A LA CONVENTION

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 9 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de sa destination de la subvention sans accord préalable et exprès de la Métropole TPM entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis ni indemnité sur simple lettre de la Métropole TPM.

ARTICLE 10 : REVERSEMENT DE TOUT OU PARTIE DE LA SUBVENTION

En cas de non-respect par l'association de ses engagements, ou en cas de résiliation intervenant dans l'un des cas fixés par l'article précédent, l'association reversera à la Métropole TPM les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 11 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande, sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'actions relevant de la compétence développement économique

Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande, aux membres de la commission développement économique, et si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution. Les durées de conservation en matière de mandatement correspondent aux obligations légales en vigueur pour les questions de comptabilité publique.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : donnees_personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9
Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>
- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 - 75334 Paris Cedex 07

ARTICLE 12 : LITIGES

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13 : LA LEGALITE DE LA CONVENTION ET SA NOTIFICATION

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à l'association.

Fait en deux exemplaires à Toulon, le

La Métropole
Toulon Provence Méditerranée

L'association Epicerie Etudiants

Jean-Pierre GIRAN

Claude BERRANGER

Convention de partenariat entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée, et l'AIVS relative au plan de solidarité territoriale pour l'année 2023

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole 107 Boulevard Henri Fabre CS 30536 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, agissant en vertu de la décision n°23/ en date du 12 juin 2023,
D'une part,

ET

L'Agence Immobilière à Vocation Sociale « Le Toit » ayant son siège 454 Rue Jean Jaurès 83000 TOULON, enregistrée sous le numéro SIREN 397804238, représentée par Rémi BOUR, dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée « L'AIVS « Le Toit » »

D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté annoncée le 13 septembre 2018 par le Président de la République a pour objectif de prévenir l'émergence de la pauvreté, de garantir au quotidien les droits fondamentaux, de rendre les droits sociaux plus accessibles, plus équitables et plus incitatifs à l'activité et investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi.

En 2020, la signature de la convention d'appui au plan de solidarité territoriale de la Métropole avec l'Etat, vise à renforcer les coopérations entre les acteurs et à instaurer une meilleure articulation entre leurs interventions, en cohérence avec leurs champs de compétences respectifs. Notamment dans le domaine de la captation de logement à des fins sociales, de la réhabilitation du parc ancien dégradé, de la résorption de l'habitat indigne et de la sécurisation des parcours résidentiels.

Dans le cadre de l'animation de ses politiques publiques en matière d'habitat, d'attractivité du territoire et d'environnement, la Métropole peut apporter son concours à des associations œuvrant dans le champ de l'insertion socio-économique par le logement, notamment par l'intermédiaire du fonds de solidarité pour le logement.

C'est pourquoi, il a été décidé de soutenir financièrement l'AIVS « Le Toit ».

CECI EXPOSÉ, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : L'engagement de l'association

L'AIVS « Le Toit » s'engage à mettre en œuvre son Programme d'action 2023 tel qu'il a été défini par son Conseil d'Administration.

Par la présente convention, l'association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de la politique publique mentionnées préalablement, une action de type "gestion locative adaptée".

Cette action répond :

- Aux éléments du bilan produit par la FAPIL en janvier 2022, relevant un besoin de sécurisation des bailleurs, de soutien aux familles en difficultés, d'une médiation avec les bailleurs pour la mobilisation de travaux le cas échéant et la promotion du conventionnement.
- A la volonté des services de l'Etat de clarifier les contours de la GLA et de l'accompagnement social
- Au renforcement des liens et les complémentarités avec les acteurs de l'accompagnement social

L'objet de cette gestion locative adaptée est ainsi de sécuriser le rapport locatif afin que locataire et propriétaire soient tous deux gagnants. Elle vise à favoriser l'accès et le maintien des personnes les plus démunies dans un logement autonome, tout en apportant une sécurité et des garanties au propriétaire bailleur.

Elle se décompose en trois phases :

- Renforcer les équipes par une stratégie RH au travers notamment de recrutements sur les missions GLA.
- Mobiliser des mesures d'accompagnement de type ASLL-FSL (insertion durable et maintien et sortie du parc),
- Produire un bilan de l'action précisant la plus-value du renforcement de la GLA, de la coordination GLA et des mesures ASLL.

ARTICLE 2 : L'engagement de TPM

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'association dans la réalisation de sa mission. L'association dispose d'un référent privilégié au sein du service solidarités logement, qui accompagne l'association, via un entretien de bilan mensuel de régulation des flux de mesures (nouvelles mesures, renouvellements, fins).

La Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement l'AIVS « Le Toit » à hauteur de 115 000 Euros pour l'année 2023.

ARTICLE 3 : Evaluation de l'action

Les parties s'engagent mutuellement à procéder à une évaluation de l'action à la fois quantitative et qualitative.

L'association devra fournir un rapport d'activité accompagné de l'outil statistique co-élaboré à date du 31/12 de l'année de signature ou le cas échéant à 6 mois et à 12 mois d'action.

Il permettra de rendre compte de la mobilisation des mesures ASLL, du nombre de médiations bailleurs locataires, de conventionnement avec et sans travaux, de mutations ou d'accompagnements vers un logement adapté.

Le référent du service "Fonds de solidarité pour le logement" exerce le suivi et l'évaluation de l'association.

ARTICLE 4 : La durée de l'engagement de la Métropole TPM

La présente convention est conclue pour l'année 2023.

ARTICLE 5 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

Le montant de la subvention est arrêté à 115 000 euros.

Le versement de la subvention sera effectué à la signature.

Elle est imputée au budget principal métropolitain, pour l'exercice 2023.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales. Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de l'association au terme d'un virement bancaire représentant le montant total de la subvention.

ARTICLE 6 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 7 : Les obligations de l'association

L'Association s'engage :

- A souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée, elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions du règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents,

- A ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- A valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- A fournir dans les six mois suivant la clôture de l'exercice :
 - Le compte rendu financier des actions soutenues par Toulon Provence Méditerranée. Ce compte rendu atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention,
 - Les bilans et comptes de résultats et leurs annexes, certifiés conformes soit par le commissaire aux comptes de l'association lorsque celle-ci est tenue de désigner un commissaire aux comptes, soit par le Président de l'association, lorsque celle-ci n'est pas tenue de désigner un commissaire aux comptes,
- A faciliter le contrôle par les services de la Métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,
- A respecter le calendrier et les supports d'information établis par les services de la Métropole au titre de la préparation budgétaire,
- A faire apparaître sur tous ses documents informatifs ou promotionnels le soutien apporté par la Métropole en prenant contact avec la Direction de la communication et la direction des services à la population et aux équipements de proximité de Toulon Provence Méditerranée.

En outre, l'association sera tenue de nommer un commissaire aux comptes et un suppléant. La tenue de sa comptabilité sera confiée à un expert-comptable agréé et inscrit au tableau de la compagnie des experts comptables. Une copie du rapport du Commissaire aux comptes sera transmise à la Métropole.

L'association déposera à la Préfecture de son siège social ses budgets, comptes annuels, conventions passées avec les autorités publiques et les comptes rendus financiers des subventions reçues pour y être consultés.

Le respect des présentes prescriptions est impératif.

A défaut, la Métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le remboursement des acomptes déjà versés.

La décision d'attribution de la subvention devant également prendre en compte l'examen du compte d'exploitation et du bilan de l'année précédente, l'association s'engage à formuler sa demande annuelle de subvention le plus tôt possible, accompagnée d'un budget prévisionnel détaillé et du programme des activités prévues pour l'année en cours.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étapes réguliers avec l'association afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. Dans cet esprit, l'association s'engage à mettre à disposition de la Métropole tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

Article 8 : Divers

L'association fera par ailleurs son affaire :

- De la communication sur l'aide apportée par la Métropole TPM à son action, par tous moyens à sa disposition,
- De l'accueil des personnes,
- Du programme d'actions défini par le Conseil d'Administration de l'association.

Article 9 : Les modifications de la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

Article 10 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de la destination de la subvention sans accord préalable et exprès de la Métropole TPM entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention, sans préavis ni indemnité, sur simple lettre de la Métropole TPM.

Article 11 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de l'association

En cas de non-respect par l'Association de ses engagements, ou en cas de résiliation intervenant dans l'un des cas fixés par l'article précédent, celle-ci reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

Article 12 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

Article 13 : politique de gestion des données personnelles

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande, sont collectées. Elles sont

obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'actions relevant de la compétence développement économique.

Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande, aux membres de la commission développement économique, et si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution. Les durées de conservation en matière de mandatement correspondent aux obligations légales en vigueur pour les questions de comptabilité publique.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant. Ce droit peut être exercé à tout moment directement : - Par courriel : donnees_personnelles@metropoletpm.fr - Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9 Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi. En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL : - Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes> - Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 - 75334 Paris Cedex07

Article 14 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après avoir reçu le visa de légalité de la Préfecture du Var et après notification à l'AIVS « Le Toit ».

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Jean-Pierre GIRAN

Le Président de l'AIVS
« Le Toit ».

Rémi BOUR

CONVENTION D'APPUI A LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET L'ACCES A L'EMPLOI ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET L'ASSOCIATION ALADIN

Prise en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 et du décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 relatifs à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques.

ENTRE

La Métropole « Toulon Provence Méditerranée », ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, CS30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, **Monsieur Jean-Pierre GIRAN** agissant en vertu de la Décision n°23/ du Bureau Métropolitain en date du 12 juin 2023,

ci-après désignée *la Métropole*,

D'une part,

ET

L'Association ALADIN, ayant son siège social, 16, Rue Laindet Lalonde – 83000 TOULON, représentée par **Monsieur Bernard SALLES**, en qualité de Président,

ci-après désignée *l'Association ALADIN*,

D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté annoncée le 13 septembre 2018 par le Président de la République entend s'attaquer tout particulièrement à l'émergence de la pauvreté dès les premières années de la vie, garantir au quotidien les droits fondamentaux des enfants, assurer à tous les jeunes un parcours de formation leur permettant d'acquérir des compétences et de prendre leur indépendance, rendre les droits sociaux plus accessibles, plus équitables et plus incitatifs à l'activité et investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi.

Loin de se réduire à une logique de soutien aux revenus, notamment par le moyen des prestations sociales, la lutte contre la pauvreté vise « à garantir sur l'ensemble du territoire l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux dans les domaines de l'emploi, du logement, de la protection de la santé, de la justice, de l'éducation, de la formation et de la culture, de la protection de la famille et de l'enfance ».

Pour atteindre ces objectifs, la mobilisation des acteurs de terrain est indispensable car eux seuls disposent de la connaissance des réalités locales, auxquelles les mesures et ambitions nationales doivent être ajustées. Le succès de la stratégie nationale repose sur un pilotage conduit à partir des territoires, en particulier des métropoles, désormais dotées de compétences sociales depuis la mise en œuvre de la loi NOTRe. L'ensemble des politiques publiques portées par les départements, les métropoles, l'Etat et leurs partenaires doivent ainsi s'articuler pleinement et concourir 2 à la lutte contre la pauvreté

et l'exclusion : hébergement d'urgence, emploi, formation, éducation, accès aux soins... Elles visent ainsi à redonner des opportunités à l'ensemble des personnes en situation d'exclusion sociale, au-delà de la seule insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires du revenu de solidarité active.

Dans le cadre de l'animation de ses politiques publiques en matière d'aide à l'emploi des habitants les plus fragiles, la Métropole peut apporter son concours à des associations œuvrant dans le champ de l'insertion socio-économique.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

L'Association **ALADIN** met en œuvre auprès d'un public très éloigné de l'emploi cumulant de nombreuses problématiques et freins dans la reprise d'une activité professionnelle, des actions d'insertion, à travers des chantiers d'insertion.

Dans le cadre de sa compétence politique de la ville, la Métropole favorise les actions d'insertion par le soutien à des projets thématiques intéressant des publics en grande difficulté.

Le projet de l'Association **ALADIN** porte sur la mise en œuvre de parcours d'insertion socioprofessionnel pour des publics très éloignés de l'emploi en précarité de logement en les faisant participer à des ateliers spécifiques durant le parcours d'insertion puis en sécurisant les personnes dans l'emploi à l'issue du parcours en chantier.

Compte tenu de l'intérêt de ce projet, la Métropole s'engage à soutenir financièrement l'action de l'Association **ALADIN**.

La présente convention vise à fixer les modalités de ce soutien et à définir des priorités conjointes s'inscrivant dans le cadre de la stratégie territoriale de prévention et de lutte contre la pauvreté, déclinées sous la forme d'engagements réciproques assortis d'objectifs mesurables et d'indicateurs de résultats.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DE L'ASSOCIATION ALADIN

L'Association **ALADIN** s'engage à mettre en œuvre son programme d'activités 2023 et à informer Toulon Provence Méditerranée de ses réalisations et de ses projets.

Objet de l'action :

Dans le cadre de la déclinaison du Plan de Solidarité Territoriale de TPM, l'association **ALADIN** propose des actions d'accompagnement renforcé des publics très éloignés de l'emploi par le biais d'un suivi individualisé et global ainsi que la mise en place d'ateliers thématiques spécifiques.

Enjeux 2023 :

L'Association **ALADIN** met en place un accompagnement socio professionnel des publics très éloignés de l'emploi ainsi que des ateliers spécifiques aux salariés les plus en difficulté bénéficiaires de l'action.

ARTICLE 3 ÉVALUATION DE L'ACTION :

L'Association **ALADIN** s'engage à procéder à la fin de l'année en cours à une évaluation de l'action sur des critères à la fois quantitatifs, qualitatifs et financiers.

L'évaluation de l'action se fera obligatoirement par la communication des informations relatives aux indicateurs suivants :

- Le public bénéficiaire de l'action (le nombre, les caractéristiques) à l'entrée, dont les personnes issues de QPV.
- Le nombre et la nature des ateliers collectifs.
- La situation du public à la sortie (emploi, logement), dont les personnes issues de QPV.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DE REFERENCE DE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

En vertu de la décision n° 23/ du Bureau Métropolitain en date du 12 juin 2023, la Métropole s'engage à soutenir financièrement l'Association **ALADIN** au cours de l'exercice 2023 par le versement d'une subvention d'un montant de **12 000 €**.

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'Association **ALADIN** dans la réalisation de son projet.

ARTICLE 5 : DUREE

La présente convention est conclue pour l'année 2023.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

D'une façon générale, la Métropole s'engage à communiquer à l'Association **ALADIN** tous les éléments administratifs et financiers nécessaires pour remplir ses missions.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

L'Association s'engage :

- à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité afin que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée. Elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents,
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- à faciliter le contrôle, par les services de la Métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,

- à fournir à MTPM un bilan prévu à l'article 2, attestant notamment de la réalisation du plan de financement, ainsi que le bilan financier et le compte de résultat de la structure.

Dans le cadre de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, un contrôle sur place peut être réalisé par l'administration.

L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Le respect des présentes prescriptions est impératif. A défaut, la Métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le versement des acomptes versés.

ARTICLE 8 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION PAR LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le montant de la subvention est arrêté à **12 000 €** (douze mille euros). Il est imputé sur le budget métropolitain de l'exercice 2023.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales, et selon les modalités suivantes :

- L'acompte d'un montant de **9 600 €**, dès que la présente convention aura acquis un caractère exécutoire.

- Le solde, soit **2 400 €** sur présentation d'un bilan intermédiaire quantitatif, qualitatif et financier au 31 décembre 2023.

Le montant de la subvention est crédité, selon les modalités ci-dessus, sur le compte ouvert au nom de l'Association **ALADIN** par virement bancaire.

ARTICLE 9 : LES MODIFICATIONS A LA CONVENTION

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 10 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de sa destination du financement mis à disposition sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis ni indemnité sur simple lettre de la Métropole.

La présente convention pourra en outre être dénoncée à la demande d'une des parties signataires, par lettre recommandée, moyennant un préavis de six mois à compter de la notification.

ARTICLE 11 : REVERSEMENT DE TOUT OU PARTIE DE LA SUBVENTION

En cas de non-respect par l'Association **ALADIN** de ses engagements, ou en cas de résiliation intervenant dans l'un des cas fixés par l'article précédent, l'Association reversera à la Métropole les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande, sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'actions relevant de la compétence développement économique.

Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande, aux membres de la commission développement économique, et si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution. Les durées de conservation en matière de mandatement correspondent aux obligations légales en vigueur pour les questions de comptabilité publique.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant. Ce droit peut être exercé à tout moment directement : - Par courriel : donnees_personnelles@metropoletpm.fr - Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9 Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi. En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une

réclamation auprès de la CNIL : - Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes> - Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 - 75334 Paris Cedex07

ARTICLE 13 : LITIGES

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 14 : LA LEGALITE DE LA CONVENTION ET SA NOTIFICATION

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à l'association.

Fait en deux exemplaires à Toulon, le

L'Association
ALADIN

Le Président,
Bernard SALLES

La Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le Président,
Jean-Pierre GIRAN

**CONVENTION D'APPUI A LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET L'ACCES A L'EMPLOI
ENTRE LA METROPOLE « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE » ET L'ASSOCIATION DE
PREVENTION SPECIALISEE**

Prise en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 et du décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 relatifs à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques.

ENTRE

La Métropole « Toulon Provence Méditerranée », ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, CS30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, **Monsieur Jean-Pierre GIRAN** agissant en vertu de la Décision n°23/ du Bureau Métropolitain en date du 12 juin 2023,

ci-après désignée *la Métropole*,

D'une part,

ET

L'Association de Prévention Spécialisée, ayant son siège social, 11, Boulevard Pasteur – 83400 Hyères, représentée par **Monsieur Vincent TESSERAU**, en qualité de Président.

ci-après désignée *l'Association APS*,

D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté annoncée le 13 septembre 2018 par le Président de la République entend s'attaquer tout particulièrement à l'émergence de la pauvreté dès les premières années de la vie, garantir au quotidien les droits fondamentaux des enfants, assurer à tous les jeunes un parcours de formation leur permettant d'acquérir des compétences et de prendre leur indépendance, rendre les droits sociaux plus accessibles, plus équitables et plus incitatifs à l'activité et investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi.

Loin de se réduire à une logique de soutien aux revenus, notamment par le moyen des prestations sociales, la lutte contre la pauvreté vise « à garantir sur l'ensemble du territoire l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux dans les domaines de l'emploi, du logement, de la protection de la santé, de la justice, de l'éducation, de la formation et de la culture, de la protection de la famille et de l'enfance ».

Pour atteindre ces objectifs, la mobilisation des acteurs de terrain est indispensable car eux seuls disposent de la connaissance des réalités locales, auxquelles les mesures et ambitions nationales doivent être ajustées. Le succès de la stratégie nationale repose sur un pilotage conduit à partir des territoires, en particulier des métropoles, désormais dotées de compétences sociales depuis la mise en œuvre de la loi NOTRe. L'ensemble des politiques publiques portées par les départements, les métropoles, l'Etat et leurs partenaires doivent ainsi s'articuler pleinement et concourir à la lutte contre la pauvreté

et l'exclusion : hébergement d'urgence, emploi, formation, éducation, accès aux soins... Elles visent ainsi à redonner des opportunités à l'ensemble des personnes en situation d'exclusion sociale, au-delà de la seule insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires du revenu de solidarité active.

Dans le cadre de l'animation de ses politiques publiques en matière d'aide à l'emploi des habitants les plus fragiles, la Métropole peut apporter son concours à des associations œuvrant dans le champ de l'insertion socio-économique.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

L'Association APS met en œuvre auprès d'un public très éloigné de l'emploi cumulant de nombreuses problématiques et freins dans la reprise d'une activité professionnelle, des actions d'insertion, à travers des chantiers d'insertion.

Dans le cadre de sa compétence politique de la ville, la Métropole favorise les actions d'insertion par le soutien à des projets thématiques intéressant des publics en grande difficulté.

Le projet de l'Association **APS** porte sur la mise en œuvre de parcours d'insertion socioprofessionnel pour des publics très éloignés de l'emploi en précarité de logement en les faisant participer à des ateliers spécifiques durant le parcours d'insertion puis en sécurisant les personnes dans l'emploi à l'issue du parcours en chantier.

Compte tenu de l'intérêt de ce projet, la Métropole s'engage à soutenir financièrement l'action de l'Association **APS**.

La présente convention vise à fixer les modalités de ce soutien et à définir des priorités conjointes s'inscrivant dans le cadre de la stratégie territoriale de prévention et de lutte contre la pauvreté, déclinées sous la forme d'engagements réciproques assortis d'objectifs mesurables et d'indicateurs de résultats.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DE L'ASSOCIATION APS

L'Association **APS** s'engage à mettre en œuvre son programme d'activités 2023 et à informer Toulon Provence Méditerranée de ses réalisations et de ses projets.

Objet de l'action :

Dans le cadre de la déclinaison du Plan de Solidarité Territoriale de TPM, l'association **APS** propose des actions d'accompagnement renforcé des publics très éloignés de l'emploi par le biais d'un suivi individualisé et global ainsi que la mise en place d'ateliers thématiques spécifiques.

Enjeux 2023 :

L'Association **APS** met en place un accompagnement socio professionnel des publics très éloignés de l'emploi ainsi que des ateliers spécifiques aux salariés les plus en difficulté bénéficiaires de l'action.

ARTICLE 3 ÉVALUATION DE L'ACTION :

L'Association **APS** s'engage à procéder à la fin de l'année en cours à une évaluation de l'action sur des critères à la fois quantitatifs, qualitatifs et financiers.

L'évaluation de l'action se fera obligatoirement par la communication des informations relatives aux indicateurs suivants :

- Le public bénéficiaire de l'action (le nombre, les caractéristiques), à l'entrée, dont les personnes issues de QPV.
- Le nombre et la nature des ateliers collectifs.
- La situation du public à la sortie (emploi, logement), dont les personnes issues de QPV.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DE REFERENCE DE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

En vertu de la décision n° 23/ du Bureau Métropolitain en date du 12 juin 2023, la Métropole s'engage à soutenir financièrement l'Association **APS** au cours de l'exercice 2023 par le versement d'une subvention d'un montant de **20 000 €**.

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'Association **APS** dans la réalisation de son projet.

ARTICLE 5 : DUREE

La présente convention est conclue pour l'année 2023.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

D'une façon générale, la Métropole s'engage à communiquer à l'Association **APS** tous les éléments administratifs et financiers nécessaires pour remplir ses missions.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

L'Association s'engage :

- à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité afin que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée. Elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents,
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- à faciliter le contrôle, par les services de la Métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,

- à fournir à MTPM un bilan prévu à l'article 2, attestant notamment de la réalisation du plan de financement, ainsi que le bilan financier et le compte de résultat de la structure.

Dans le cadre de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, un contrôle sur place peut être réalisé par l'administration.

L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Le respect des présentes prescriptions est impératif. A défaut, la Métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le versement des acomptes versés.

ARTICLE 8 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION PAR LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le montant de la subvention est arrêté à **20 000 €** (vingt mille euros). Il est imputé sur le budget métropolitain de l'exercice 2023.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales, et selon les modalités suivantes :

- L'acompte d'un montant de **16 000 €**, dès que la présente convention aura acquis un caractère exécutoire.

- Le solde, soit **4 000 €** sur présentation d'un bilan intermédiaire quantitatif, qualitatif et financier au 31 Décembre 2023.

Le montant de la subvention est crédité, selon les modalités ci-dessus, sur le compte ouvert au nom de l'Association **APS** par virement bancaire.

ARTICLE 9 : LES MODIFICATIONS A LA CONVENTION

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 10 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de sa destination du financement mis à disposition sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis ni indemnité sur simple lettre de la Métropole.

La présente convention pourra en outre être dénoncée à la demande d'une des parties signataires, par lettre recommandée, moyennant un préavis de six mois à compter de la notification.

ARTICLE 11 : REVERSEMENT DE TOUT OU PARTIE DE LA SUBVENTION

En cas de non-respect par l'Association **APS** de ses engagements, ou en cas de résiliation intervenant dans l'un des cas fixés par l'article précédent, l'Association reversera à la Métropole les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande, sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'actions relevant de la compétence développement économique.

Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande, aux membres de la commission développement économique, et si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution. Les durées de conservation en matière de mandatement correspondent aux obligations légales en vigueur pour les questions de comptabilité publique.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant. Ce droit peut être exercé à tout moment directement : - Par courriel : donnees_personnelles@metropoletpm.fr - Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9 Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi. En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL : - Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes> - Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 - 75334 Paris Cedex 07

ARTICLE 13 : LITIGES

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 14 : LA LEGALITE DE LA CONVENTION ET SA NOTIFICATION

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à l'association.

Fait en deux exemplaires à Toulon, le

L'Association
APS

Le Président,
Vincent TESSERAU

La Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le Président,
Jean-Pierre GIRAN

**CONVENTION D'APPUI A LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET L'ACCES A
L'EMPLOI ENTRE LA METROPOLE « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE » ET
L'ASSOCIATION SAUVEGARDE DES FORÊTS VAROISES**

Prise en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 et du décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 relatifs à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques.

ENTRE

La Métropole « Toulon Provence Méditerranée », ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, CS30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, **Monsieur Jean-Pierre GIRAN** agissant en vertu de la **Décision n°23/** du Bureau Métropolitain en date du 12 juin 2023 ,

ci-après désignée *la Métropole*,

D'une part,

ET

L'Association Sauvegarde des Forêts Varoises, ayant son siège social, 363, Chemin de l'Estanci - Giens – 83400 Hyères, représentée par **Monsieur Patrick DESPINOY** en qualité de Président,

ci-après désignée *l'Association ASDFV*,

D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté annoncée le 13 septembre 2018 par le Président de la République entend s'attaquer tout particulièrement à l'émergence de la pauvreté dès les premières années de la vie, garantir au quotidien les droits fondamentaux des enfants, assurer à tous les jeunes un parcours de formation leur permettant d'acquérir des compétences et de prendre leur indépendance, rendre les droits sociaux plus accessibles, plus équitables et plus incitatifs à l'activité et investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi.

Loin de se réduire à une logique de soutien aux revenus, notamment par le moyen des prestations sociales, la lutte contre la pauvreté vise « à garantir sur l'ensemble du territoire l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux dans les domaines de l'emploi, du logement, de la protection de la santé, de la justice, de l'éducation, de la formation et de la culture, de la protection de la famille et de l'enfance ».

Pour atteindre ces objectifs, la mobilisation des acteurs de terrain est indispensable car eux seuls disposent de la connaissance des réalités locales, auxquelles les mesures et ambitions nationales doivent être ajustées. Le succès de la stratégie nationale repose sur

un pilotage conduit à partir des territoires, en particulier des métropoles, désormais dotées de compétences sociales depuis la mise en œuvre de la loi NOTRe. L'ensemble des politiques publiques portées par les départements, les métropoles, l'Etat et leurs partenaires doivent ainsi s'articuler pleinement et concourir à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion : hébergement d'urgence, emploi, formation, éducation, accès aux soins... Elles visent ainsi à redonner des opportunités à l'ensemble des personnes en situation d'exclusion sociale, au-delà de la seule insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires du revenu de solidarité active.

Dans le cadre de l'animation de ses politiques publiques en matière d'aide à l'emploi des habitants les plus fragiles, la Métropole peut apporter son concours à des associations œuvrant dans le champ de l'insertion socio-économique.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

L'Association **ASDFV** met en œuvre auprès d'un public très éloigné de l'emploi cumulant de nombreuses problématiques et freins dans la reprise d'une activité professionnelle, des actions d'insertion, à travers des chantiers d'insertion.

Dans le cadre de sa compétence politique de la ville, la Métropole favorise les actions d'insertion par le soutien à des projets thématiques intéressant des publics en grande difficulté.

Le projet de l'Association **ASDFV** porte sur la mise en œuvre de parcours d'insertion socioprofessionnel pour des publics très éloignés de l'emploi en précarité de logement en les faisant participer à des ateliers spécifiques durant le parcours d'insertion puis en sécurisant les personnes dans l'emploi à l'issue du parcours en chantier.

Compte tenu de l'intérêt de ce projet, la Métropole s'engage à soutenir financièrement l'action de l'Association **ASDFV**.

La présente convention vise à fixer les modalités de ce soutien et à définir des priorités conjointes s'inscrivant dans le cadre de la stratégie territoriale de prévention et de lutte contre la pauvreté, déclinées sous la forme d'engagements réciproques assortis d'objectifs mesurables et d'indicateurs de résultats.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DE L'ASSOCIATION ASDFV

L'Association **ASDFV** s'engage à mettre en œuvre son programme d'activités 2023 et à informer Toulon Provence Méditerranée de ses réalisations et de ses projets.

Objet de l'action :

Dans le cadre de la déclinaison du Plan de Solidarité Territoriale de TPM, l'association **ASDFV** propose des actions d'accompagnement renforcé des publics très éloignés de l'emploi par le biais d'un suivi individualisé et global ainsi que la mise en place d'ateliers thématiques spécifiques.

Enjeux 2023 :

L'Association **ASDFV** met en place un accompagnement socio professionnel des publics très éloignés de l'emploi ainsi que des ateliers spécifiques aux salariés les plus en difficulté bénéficiaires de l'action.

ARTICLE 3 ÉVALUATION DE L'ACTION :

L'Association **ASDFV** s'engage à procéder à la fin de l'année en cours à une évaluation de l'action sur des critères à la fois quantitatifs, qualitatifs et financiers.

L'évaluation de l'action se fera obligatoirement par la communication des informations relatives aux indicateurs suivants :

- Le public bénéficiaire de l'action (le nombre, les caractéristiques) à l'entrée, dont les personnes issues de QPV.
- Le nombre et la nature des ateliers collectifs.
- La situation du public à la sortie (emploi, logement), dont les personnes issues de QPV.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DE REFERENCE DE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

En vertu de la décision du Bureau Métropolitain n° 23/ en date 12 juin 2023, la Métropole s'engage à soutenir financièrement l'Association **ASDFV** au cours de l'exercice 2023 par le versement d'une subvention d'un montant de **20 000 €**.

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'Association **ASDFV** dans la réalisation de son projet.

ARTICLE 5 : DUREE

La présente convention est conclue pour l'année 2023.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

D'une façon générale, la Métropole s'engage à communiquer à l'Association **ASDFV** tous les éléments administratifs et financiers nécessaires pour remplir ses missions.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

L'Association s'engage :

- à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité afin que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée. Elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents,
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- à faciliter le contrôle, par les services de la Métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,
- à fournir à MTPM un bilan prévu à l'article 2, attestant notamment de la réalisation du plan de financement, ainsi que le bilan financier et le compte de résultat de la structure.

Dans le cadre de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, un contrôle sur place peut être réalisé par l'administration.

L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Le respect des présentes prescriptions est impératif. A défaut, la Métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le versement des acomptes versés.

ARTICLE 8 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION PAR LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le montant de la subvention est arrêté à **20 000 €** (vingt mille euros). Il est imputé sur le budget métropolitain de l'exercice 2023.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales, et selon les modalités suivantes :

- L'acompte d'un montant de **16 000 €**, dès que la présente convention aura acquis un caractère exécutoire.
- Le solde, soit **4 000 €** sur présentation d'un bilan intermédiaire quantitatif, qualitatif et financier au 31 Décembre 2023.

Le montant de la subvention est crédité, selon les modalités ci-dessus, sur le compte ouvert au nom de l'Association **ASDFV** par virement bancaire.

ARTICLE 9 : LES MODIFICATIONS A LA CONVENTION

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 10 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de sa destination du financement mis à disposition sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis ni indemnité sur simple lettre de la Métropole.

La présente convention pourra en outre être dénoncée à la demande d'une des parties signataires, par lettre recommandée, moyennant un préavis de six mois à compter de la notification.

ARTICLE 11 : REVERSEMENT DE TOUT OU PARTIE DE LA SUBVENTION

En cas de non-respect par l'Association **ASDFV** de ses engagements, ou en cas de résiliation intervenant dans l'un des cas fixés par l'article précédent, l'Association reversera à la Métropole les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande, sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi

d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'actions relevant de la compétence développement économique.

Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande, aux membres de la commission développement économique, et si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution. Les durées de conservation en matière de mandatement correspondent aux obligations légales en vigueur pour les questions de comptabilité publique.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant. Ce droit peut être exercé à tout moment directement : - Par courriel : donnees_personnelles@metropoletpm.fr - Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9 Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi. En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL : - Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes> - Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 - 75334 Paris Cedex07

ARTICLE 13 : LITIGES

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 14 : LA LEGALITE DE LA CONVENTION ET SA NOTIFICATION

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à l'association.

Fait en deux exemplaires à Toulon, le

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Jean-Pierre GIRAN

Le Président de l'Association
ASDFV

Patrick DESPINOY

**CONVENTION D'APPUI A LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET L'ACCES A
L'EMPLOI ENTRE LA METROPOLE « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE » ET
L'ASSOCIATION VAROISE D'ACCUEIL FAMILIAL (AVAF)**

Prise en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 et du décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 relatifs à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques.

ENTRE

La Métropole « Toulon Provence Méditerranée », ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, CS30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, **Monsieur Jean-Pierre GIRAN** agissant en vertu de la Décision n°23/ du Bureau Métropolitain en date du 12 juin 2023,

ci-après désignée *la Métropole*,

D'une part,

ET

L'Association Varoise d'Accueil Familial, ayant son siège social, 274, Avenue A. Collet – 83000 Toulon, représentée par **Madame Nathalie AUBERT**, en qualité de Présidente

ci-après désignée *l'Association AVAF*,

D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté annoncée le 13 septembre 2018 par le Président de la République entend s'attaquer tout particulièrement à l'émergence de la pauvreté dès les premières années de la vie, garantir au quotidien les droits fondamentaux des enfants, assurer à tous les jeunes un parcours de formation leur permettant d'acquérir des compétences et de prendre leur indépendance, rendre les droits sociaux plus accessibles, plus équitables et plus incitatifs à l'activité et investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi.

Loin de se réduire à une logique de soutien aux revenus, notamment par le moyen des prestations sociales, la lutte contre la pauvreté vise « à garantir sur l'ensemble du territoire l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux dans les domaines de l'emploi, du logement, de la protection de la santé, de la justice, de l'éducation, de la formation et de la culture, de la protection de la famille et de l'enfance ».

Pour atteindre ces objectifs, la mobilisation des acteurs de terrain est indispensable car eux seuls disposent de la connaissance des réalités locales, auxquelles les mesures et ambitions nationales doivent être ajustées. Le succès de la stratégie nationale repose sur un pilotage conduit à partir des territoires, en particulier des métropoles, désormais dotées

de compétences sociales depuis la mise en œuvre de la loi NOTRe. L'ensemble des politiques publiques portées par les départements, les métropoles, l'Etat et leurs partenaires doivent ainsi s'articuler pleinement et concourir 2 à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion : hébergement d'urgence, emploi, formation, éducation, accès aux soins... Elles visent ainsi à redonner des opportunités à l'ensemble des personnes en situation d'exclusion sociale, au-delà de la seule insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires du revenu de solidarité active.

Dans le cadre de l'animation de ses politiques publiques en matière d'aide à l'emploi des habitants les plus fragiles, la Métropole peut apporter son concours à des associations œuvrant dans le champ de l'insertion socio-économique.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

L'Association **AVAF** met en œuvre auprès d'un public très éloigné de l'emploi cumulant de nombreuses problématiques et freins dans la reprise d'une activité professionnelle, des actions d'insertion, à travers des chantiers d'insertion.

Dans le cadre de sa compétence politique de la ville, la Métropole favorise les actions d'insertion par le soutien à des projets thématiques intéressant des publics en grande difficulté.

Le projet de l'Association **AVAF** porte sur la mise en œuvre de parcours d'insertion socioprofessionnel pour des publics très éloignés de l'emploi en précarité de logement en les faisant participer à des ateliers spécifiques durant le parcours d'insertion puis en sécurisant les personnes dans l'emploi à l'issue du parcours en chantier.

Compte tenu de l'intérêt de ce projet, la Métropole s'engage à soutenir financièrement l'action de l'Association **AVAF**.

La présente convention vise à fixer les modalités de ce soutien et à définir des priorités conjointes s'inscrivant dans le cadre de la stratégie territoriale de prévention et de lutte contre la pauvreté, déclinées sous la forme d'engagements réciproques assortis d'objectifs mesurables et d'indicateurs de résultats.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DE L'ASSOCIATION AVAF

L'Association **AVAF** s'engage à mettre en œuvre son programme d'activités 2023 et à informer Toulon Provence Méditerranée de ses réalisations et de ses projets.

Objet de l'action :

Dans le cadre de la déclinaison du Plan de Solidarité Territoriale de TPM, l'association **AVAF** propose des actions d'accompagnement renforcé des publics très éloignés de l'emploi par le biais d'un suivi individualisé et global ainsi que la mise en place d'ateliers thématiques spécifiques.

Enjeux 2023 :

L'Association **AVAF** met en place un accompagnement socio professionnel des publics très éloignés de l'emploi ainsi que des ateliers spécifiques aux salariés les plus en difficulté bénéficiaires de l'action.

ARTICLE 3 ÉVALUATION DE L'ACTION :

L'Association **AVAF** s'engage à procéder à la fin de l'année en cours à une évaluation de l'action sur des critères à la fois quantitatifs, qualitatifs et financiers.

L'évaluation de l'action se fera obligatoirement par la communication des informations relatives aux indicateurs suivants :

- Le public bénéficiaire de l'action (le nombre, les caractéristiques) à l'entrée, dont les personnes issues de QPV.
- Le nombre et la nature des ateliers collectifs.
- La situation du public à la sortie (emploi, logement), dont les personnes issues de QPV.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DE REFERENCE DE TOULON PROVENCE MEDITTERANEE

En vertu de la décision du Bureau Métropolitain n° 23/ en date du 12 juin 2023, la Métropole s'engage à soutenir financièrement l'Association **AVAF** au cours de l'exercice 2023 par le versement d'une subvention d'un montant de **20 000 €**.

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'Association **AVAF** dans la réalisation de son projet.

ARTICLE 5 : DUREE

La présente convention est conclue pour l'année 2023.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITTERANEE

D'une façon générale, la Métropole s'engage à communiquer à l'Association **AVAF** tous les éléments administratifs et financiers nécessaires pour remplir ses missions.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

L'Association s'engage :

- à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité afin que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée. Elle devra être en

mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,

- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents,
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- à faciliter le contrôle, par les services de la Métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,
- à fournir à MTPM un bilan prévu à l'article 2, attestant notamment de la réalisation du plan de financement, ainsi que le bilan financier et le compte de résultat de la structure.

Dans le cadre de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, un contrôle sur place peut être réalisé par l'administration.

L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Le respect des présentes prescriptions est impératif. A défaut, la Métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le versement des acomptes versés.

ARTICLE 8 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION PAR LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le montant de la subvention est arrêté à **20 000 €** (vingt mille euros). Il est imputé sur le budget métropolitain de l'exercice 2023.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales, et selon les modalités suivantes :

- L'acompte d'un montant de **16 000 €**, dès que la présente convention aura acquis un caractère exécutoire.
- Le solde, soit **4 000 €** sur présentation d'un bilan intermédiaire quantitatif, qualitatif et financier au **31 décembre 2023**.

Le montant de la subvention est crédité, selon les modalités ci-dessus, sur le compte ouvert au nom de l'Association **AVAF** par virement bancaire.

ARTICLE 9 : LES MODIFICATIONS A LA CONVENTION

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 10 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de sa destination du financement mis à disposition sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis ni indemnité sur simple lettre de la Métropole.

La présente convention pourra en outre être dénoncée à la demande d'une des parties signataires, par lettre recommandée, moyennant un préavis de six mois à compter de la notification.

ARTICLE 11 : REVERSEMENT DE TOUT OU PARTIE DE LA SUBVENTION

En cas de non-respect par l'Association **AVAF** de ses engagements, ou en cas de résiliation intervenant dans l'un des cas fixés par l'article précédent, l'Association reversera à la Métropole les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande, sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi

d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'actions relevant de la compétence développement économique.

Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande, aux membres de la commission développement économique, et si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution. Les durées de conservation en matière de mandatement correspondent aux obligations légales en vigueur pour les questions de comptabilité publique.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant. Ce droit peut être exercé à tout moment directement : - Par courriel : donnees_personnelles@metropoletpm.fr - Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9 Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi. En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL : - Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes> - Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 - 75334 Paris Cedex07

ARTICLE 13 : LITIGES

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 14 : LA LEGALITE DE LA CONVENTION ET SA NOTIFICATION

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à l'association.

Fait en deux exemplaires à Toulon, le

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

La Présidente de l'Association
Varoise d'Accueil Familial (AVAF)

Jean-Pierre GIRAN

Nathalie AUBERT

**CONVENTION D'APPUI A LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET L'ACCES A
L'EMPLOI ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET
L'ASSOCIATION TREMLIN**

Prise en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 et du décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 relatifs à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques.

ENTRE

La Métropole « Toulon Provence Méditerranée », ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, CS30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, **Monsieur Jean-Pierre GIRAN** agissant en vertu de la Décision n°23/ du Bureau Métropolitain en date 12 juin 2023,

ci-après désignée *la Métropole*,

D'une part,

ET

L'Association BRIGADES NATURE 83, ayant son siège social, 166, Chemin du Fort – Fort de St Elme – 83500 La Seyne sur mer, représentée par Monsieur Julien ASSANTE, en qualité de Président,

ci-après désignée l'*Association BRIGADES NATURE 83*,

D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté annoncée le 13 septembre 2018 par le Président de la République entend s'attaquer tout particulièrement à l'émergence de la pauvreté dès les premières années de la vie, garantir au quotidien les droits fondamentaux des enfants, assurer à tous les jeunes un parcours de formation leur permettant d'acquérir des compétences et de prendre leur indépendance, rendre les droits sociaux plus accessibles, plus équitables et plus incitatifs à l'activité et investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi.

Loin de se réduire à une logique de soutien aux revenus, notamment par le moyen des prestations sociales, la lutte contre la pauvreté vise « à garantir sur l'ensemble du territoire l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux dans les domaines de l'emploi, du logement, de la protection de la santé, de la justice, de l'éducation, de la formation et de la culture, de la protection de la famille et de l'enfance ».

Pour atteindre ces objectifs, la mobilisation des acteurs de terrain est indispensable car eux seuls disposent de la connaissance des réalités locales, auxquelles les mesures et ambitions nationales doivent être ajustées. Le succès de la stratégie nationale repose sur

un pilotage conduit à partir des territoires, en particulier des métropoles, désormais dotées de compétences sociales depuis la mise en œuvre de la loi NOTRe. L'ensemble des politiques publiques portées par les départements, les métropoles, l'Etat et leurs partenaires doivent ainsi s'articuler pleinement et concourir 2 à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion : hébergement d'urgence, emploi, formation, éducation, accès aux soins... Elles visent ainsi à redonner des opportunités à l'ensemble des personnes en situation d'exclusion sociale, au-delà de la seule insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires du revenu de solidarité active.

Dans le cadre de l'animation de ses politiques publiques en matière d'aide à l'emploi des habitants les plus fragiles, la Métropole peut apporter son concours à des associations œuvrant dans le champ de l'insertion socio-économique.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

L'Association **BRIGADES NATURE 83** met en œuvre auprès d'un public très éloigné de l'emploi cumulant de nombreuses problématiques et freins dans la reprise d'une activité professionnelle, des actions d'insertion, à travers des chantiers d'insertion.

Dans le cadre de sa compétence politique de la ville, la Métropole favorise les actions d'insertion par le soutien à des projets thématiques intéressant des publics en grande difficulté.

Le projet de l'Association **BRIGADES NATURE 83** porte sur la mise en œuvre de parcours d'insertion socioprofessionnel pour des publics très éloignés de l'emploi en précarité de logement en les faisant participer à des ateliers spécifiques durant le parcours d'insertion puis en sécurisant les personnes dans l'emploi à l'issue du parcours en chantier.

Compte tenu de l'intérêt de ce projet, la Métropole s'engage à soutenir financièrement l'action de l'Association **BRIGADES NATURE 83**.

La présente convention vise à fixer les modalités de ce soutien et à définir des priorités conjointes s'inscrivant dans le cadre de la stratégie territoriale de prévention et de lutte contre la pauvreté, déclinées sous la forme d'engagements réciproques assortis d'objectifs mesurables et d'indicateurs de résultats.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DE L'ASSOCIATION TREMLIN

L'Association **BRIGADES NATURE 83** s'engage à mettre en œuvre son programme d'activités 2023 et à informer Toulon Provence Méditerranée de ses réalisations et de ses projets.

Objet de l'action :

Dans le cadre de la déclinaison du Plan de Solidarité Territoriale de TPM, l'association **BRIGADES NATURE 83** propose des actions d'accompagnement renforcé des publics très

éloignés de l'emploi par le biais d'un suivi individualisé et global ainsi que la mise en place d'ateliers thématiques spécifiques.

Enjeux 2023 :

L'Association **BRIGADES NATURE 83** met en place un accompagnement socio professionnel des publics très éloignés de l'emploi ainsi que des ateliers spécifiques aux salariés les plus en difficulté bénéficiaires de l'action.

ARTICLE 3 ÉVALUATION DE L'ACTION :

L'Association **BRIGADES NATURE 83** s'engage à procéder à la fin de l'année en cours à une évaluation de l'action sur des critères à la fois quantitatifs, qualitatifs et financiers.

L'évaluation de l'action se fera obligatoirement par la communication des informations relatives aux indicateurs suivants :

- Le public bénéficiaire de l'action (le nombre, les caractéristiques) à l'entrée, dont les personnes issues de QPV.
- Le nombre et la nature des ateliers collectifs.
- La situation du public à la sortie (emploi, logement), dont les personnes issues de QPV.

**ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DE REFERENCE DE TOULON PROVENCE
MEDITERRANEE**

En vertu de la décision n° 23/ du Bureau Métropolitain en date du 12 juin 2023, la Métropole s'engage à soutenir financièrement l'Association **BRIGADES NATURE 83** au cours de l'exercice 2023 par le versement d'une subvention d'un montant de **20 000 €**.

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'Association **BRIGADES NATURE 83** dans la réalisation de son projet.

ARTICLE 5 : DUREE

La présente convention est conclue pour l'année 2023.

**ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE
MEDITERRANEE**

D'une façon générale, la Métropole s'engage à communiquer à l'Association **BRIGADES NATURE 83** tous les éléments administratifs et financiers nécessaires pour remplir ses missions.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

L'Association **BRIGADES NATURE 83** s'engage :

- à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité afin que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée. Elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents,
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- à faciliter le contrôle, par les services de la Métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,
- à fournir à MTPM un bilan prévu à l'article 2, attestant notamment de la réalisation du plan de financement, ainsi que le bilan financier et le compte de résultat de la structure.

Dans le cadre de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, un contrôle sur place peut être réalisé par l'administration.

L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Le respect des présentes prescriptions est impératif. A défaut, la Métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le versement des acomptes versés.

ARTICLE 8 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION PAR LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le montant de la subvention est arrêté à **20 000€** (vingt mille euros). Il est imputé sur le budget métropolitain de l'exercice 2023.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales, et selon les modalités suivantes :

- L'acompte d'un montant de **16 000 €**, dès que la présente convention aura acquis un caractère exécutoire.
- Le solde, soit **4 000 €** sur présentation d'un bilan intermédiaire quantitatif, qualitatif et financier au 31 décembre 2023.

Le montant de la subvention est crédité, selon les modalités ci-dessus, sur le compte ouvert au nom de l'Association **BRIGADES NATURE 83** par virement bancaire.

ARTICLE 9 : LES MODIFICATIONS A LA CONVENTION

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 10 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de sa destination du financement mis à disposition sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis ni indemnité sur simple lettre de la Métropole.

La présente convention pourra en outre être dénoncée à la demande d'une des parties signataires, par lettre recommandée, moyennant un préavis de six mois à compter de la notification.

ARTICLE 11 : REVERSEMENT DE TOUT OU PARTIE DE LA SUBVENTION

En cas de non-respect par l'Association **BRIGADES NATURE 83** de ses engagements, ou en cas de résiliation intervenant dans l'un des cas fixés par l'article précédent, l'Association reversera à la Métropole les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande, sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'actions relevant de la compétence développement économique.

Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande, aux membres de la commission développement économique, et si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution. Les durées de conservation en matière de mandatement correspondent aux obligations légales en vigueur pour les questions de comptabilité publique.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant. Ce droit peut être exercé à tout moment directement : - Par courriel : donnees_personnelles@metropoletpm.fr - Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9 Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi. En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL : - Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes> - Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 - 75334 Paris Cedex07

ARTICLE 13 : LITIGES

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 14 : LA LEGALITE DE LA CONVENTION ET SA NOTIFICATION

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à l'association.

Fait en deux exemplaires à Toulon, le

L'Association
BRIGADES NATURE 83

Le Président,
David MOREL

La Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le Président,
Jean-Pierre GIRAN

CONVENTION D'APPUI A LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET L'ACCES A L'EMPLOI ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET L'ASSOCIATION EN CHEMIN

Prise en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 et du décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 relatifs à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques.

ENTRE

La Métropole « Toulon Provence Méditerranée », ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, CS30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, **Monsieur Jean-Pierre GIRAN** agissant en vertu de la Décision n°23/ du Bureau Métropolitain en date du 12 juin 2023,

ci-après désignée *la Métropole*,

D'une part,

ET

L'Association EN CHEMIN ayant son siège social, 10, Boulevard Frédéric Mistral – 83400 Hyères, représentée par **Monsieur Paul Lambert**, en qualité de Président,

ci-après désignée l'*Association EN CHEMIN*,

D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté annoncée le 13 septembre 2018 par le Président de la République entend s'attaquer tout particulièrement à l'émergence de la pauvreté dès les premières années de la vie, garantir au quotidien les droits fondamentaux des enfants, assurer à tous les jeunes un parcours de formation leur permettant d'acquérir des compétences et de prendre leur indépendance, rendre les droits sociaux plus accessibles, plus équitables et plus incitatifs à l'activité et investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi.

Loin de se réduire à une logique de soutien aux revenus, notamment par le moyen des prestations sociales, la lutte contre la pauvreté vise « à garantir sur l'ensemble du territoire l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux dans les domaines de l'emploi, du logement, de la protection de la santé, de la justice, de l'éducation, de la formation et de la culture, de la protection de la famille et de l'enfance ».

Pour atteindre ces objectifs, la mobilisation des acteurs de terrain est indispensable car eux seuls disposent de la connaissance des réalités locales, auxquelles les mesures et ambitions nationales doivent être ajustées. Le succès de la stratégie nationale repose sur un pilotage conduit à partir des territoires, en particulier des métropoles, désormais dotées

de compétences sociales depuis la mise en œuvre de la loi NOTRe. L'ensemble des politiques publiques portées par les départements, les métropoles, l'Etat et leurs partenaires doivent ainsi s'articuler pleinement et concourir à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion : hébergement d'urgence, emploi, formation, éducation, accès aux soins... Elles visent ainsi à redonner des opportunités à l'ensemble des personnes en situation d'exclusion sociale, au-delà de la seule insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires du revenu de solidarité active.

Dans le cadre de l'animation de ses politiques publiques en matière d'aide à l'emploi des habitants les plus fragiles, la Métropole peut apporter son concours à des associations œuvrant dans le champ de l'insertion socio-économique.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

L'Association **EN CHEMIN** met en œuvre auprès d'un public très éloigné de l'emploi cumulant de nombreuses problématiques et freins dans la reprise d'une activité professionnelle, des actions d'insertion, à travers des chantiers d'insertion.

Dans le cadre de sa compétence politique de la ville, la Métropole favorise les actions d'insertion par le soutien à des projets thématiques intéressant des publics en grande difficulté.

Le projet de l'Association **EN CHEMIN** porte sur la mise en œuvre de parcours d'insertion socioprofessionnel pour des publics très éloignés de l'emploi en précarité de logement en les faisant participer à des ateliers spécifiques durant le parcours d'insertion puis en sécurisant les personnes dans l'emploi à l'issue du parcours en chantier.

Compte tenu de l'intérêt de ce projet, la Métropole s'engage à soutenir financièrement l'action de l'Association **EN CHEMIN**.

La présente convention vise à fixer les modalités de ce soutien et à définir des priorités conjointes s'inscrivant dans le cadre de la stratégie territoriale de prévention et de lutte contre la pauvreté, déclinées sous la forme d'engagements réciproques assortis d'objectifs mesurables et d'indicateurs de résultats.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DE L'ASSOCIATION EN CHEMIN

L'Association **EN CHEMIN** s'engage à mettre en œuvre son programme d'activités 2023 et à informer Toulon Provence Méditerranée de ses réalisations et de son projet.

Objet de l'action :

Dans le cadre de la déclinaison du Plan de Solidarité Territoriale de TPM, l'association **EN CHEMIN** propose des actions d'accompagnement renforcé des publics très éloignés de l'emploi par le biais d'un suivi individualisé et global ainsi que la mise en place d'ateliers thématiques spécifiques.

Enjeux 2023 :

L'Association **EN CHEMIN** met en place un accompagnement socio professionnel des publics très éloignés de l'emploi ainsi que des ateliers spécifiques aux salariés les plus en difficulté bénéficiaires de l'action.

ARTICLE 3 ÉVALUATION DE L'ACTION :

L'Association **EN CHEMIN** s'engage à procéder à la fin de l'année en cours à une évaluation de l'action sur des critères à la fois quantitatifs, qualitatifs et financiers.

L'évaluation de l'action se fera obligatoirement par la communication des informations relatives aux indicateurs suivants :

- Le public bénéficiaire de l'action (le nombre, les caractéristiques) à l'entrée, dont les personnes issues de QPV.
- Le nombre et la nature des ateliers collectifs.
- La situation du public à la sortie (emploi, logement), dont les personnes issues de QPV.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DE REFERENCE DE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

En vertu de la décision n° 23/ du Bureau Métropolitain en date du 12 juin 2023, la Métropole s'engage à soutenir financièrement l'Association **EN CHEMIN** au cours de l'exercice 2023 par le versement d'une subvention d'un montant de **20 000 €**.

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'Association **EN CHEMIN** dans la réalisation de son projet.

ARTICLE 5 : DUREE

La présente convention est conclue pour l'année 2023.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

D'une façon générale, la Métropole s'engage à communiquer à l'Association **EN CHEMIN** tous les éléments administratifs et financiers nécessaires pour remplir ses missions.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

L'Association s'engage :

- à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité afin que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée. Elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents,
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- à faciliter le contrôle, par les services de la Métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,
- à fournir à MTPM un bilan prévu à l'article 2, attestant notamment de la réalisation du plan de financement, ainsi que le bilan financier et le compte de résultat de la structure.

Dans le cadre de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, un contrôle sur place peut être réalisé par l'administration.

L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Le respect des présentes prescriptions est impératif. A défaut, la Métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le versement des acomptes versés.

ARTICLE 8 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION PAR LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le montant de la subvention est arrêté à **20 000 €** (vingt mille euros). Il est imputé sur le budget métropolitain de l'exercice 2023.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales, et selon les modalités suivantes :

- L'acompte d'un montant de **16 000 €**, dès que la présente convention aura acquis un caractère exécutoire.
- Le solde, soit **4 000 €** sur présentation d'un bilan intermédiaire quantitatif, qualitatif et financier au 31 décembre 2023.

Le montant de la subvention est crédité, selon les modalités ci-dessus, sur le compte ouvert au nom de l'Association **EN CHEMIN** par virement bancaire.

ARTICLE 9 : LES MODIFICATIONS A LA CONVENTION

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 10 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de sa destination du financement mis à disposition sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis ni indemnité sur simple lettre de la Métropole.

La présente convention pourra en outre être dénoncée à la demande d'une des parties signataires, par lettre recommandée, moyennant un préavis de six mois à compter de la notification.

ARTICLE 11 : REVERSEMENT DE TOUT OU PARTIE DE LA SUBVENTION

En cas de non-respect par l'Association **EN CHEMIN** de ses engagements, ou en cas de résiliation intervenant dans l'un des cas fixés par l'article précédent, l'Association reversera à la Métropole les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande, sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi

d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'actions relevant de la compétence développement économique.

Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande, aux membres de la commission développement économique, et si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution. Les durées de conservation en matière de mandatement correspondent aux obligations légales en vigueur pour les questions de comptabilité publique.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant. Ce droit peut être exercé à tout moment directement : - Par courriel : donnees_personnelles@metropoletpm.fr - Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9 Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi. En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL : - Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes> - Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 - 75334 Paris Cedex07

ARTICLE 13 : LITIGES

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 14 : LA LEGALITE DE LA CONVENTION ET SA NOTIFICATION

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à l'association.

Fait en deux exemplaires à Toulon, le

L'Association
EN CHEMIN

Le Président,
Paul LAMBERT

La Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le Président,
Jean-Pierre GIRAN

**CONVENTION D'APPUI A LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET L'ACCES A
L'EMPLOI ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET
L'ASSOCIATION FAIRE ROUTE AVEC TOI**

Prise en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 et du décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 relatifs à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques.

ENTRE

La Métropole « Toulon Provence Méditerranée », ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, CS30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, **Monsieur Jean-Pierre GIRAN** agissant en vertu de la Décision n°23/ du Bureau Métropolitain en date du 12 juin 2023,

ci-après désignée *la Métropole*,

D'une part,

ET

L'Association Faire Route avec Toi, ayant son siège social, 2275, Chemin de la Gavaresse – 83220 Le Pradet, représentée par **Monsieur Dominique ZORZITTO**, en qualité de Président,

ci-après désignée l'*Association FRAT*,

D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté annoncée le 13 septembre 2018 par le Président de la République entend s'attaquer tout particulièrement à l'émergence de la pauvreté dès les premières années de la vie, garantir au quotidien les droits fondamentaux des enfants, assurer à tous les jeunes un parcours de formation leur permettant d'acquérir des compétences et de prendre leur indépendance, rendre les droits sociaux plus accessibles, plus équitables et plus incitatifs à l'activité et investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi.

Loin de se réduire à une logique de soutien aux revenus, notamment par le moyen des prestations sociales, la lutte contre la pauvreté vise « à garantir sur l'ensemble du territoire l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux dans les domaines de l'emploi, du logement, de la protection de la santé, de la justice, de l'éducation, de la formation et de la culture, de la protection de la famille et de l'enfance ».

Pour atteindre ces objectifs, la mobilisation des acteurs de terrain est indispensable car eux seuls disposent de la connaissance des réalités locales, auxquelles les mesures et ambitions nationales doivent être ajustées. Le succès de la stratégie nationale repose sur

un pilotage conduit à partir des territoires, en particulier des métropoles, désormais dotées de compétences sociales depuis la mise en œuvre de la loi NOTRe. L'ensemble des politiques publiques portées par les départements, les métropoles, l'Etat et leurs partenaires doivent ainsi s'articuler pleinement et concourir à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion : hébergement d'urgence, emploi, formation, éducation, accès aux soins... Elles visent ainsi à redonner des opportunités à l'ensemble des personnes en situation d'exclusion sociale, au-delà de la seule insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires du revenu de solidarité active.

Dans le cadre de l'animation de ses politiques publiques en matière d'aide à l'emploi des habitants les plus fragiles, la Métropole peut apporter son concours à des associations œuvrant dans le champ de l'insertion socio-économique.

CECI EXPOSE. LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

L'Association FRAT met en œuvre auprès d'un public très éloigné de l'emploi cumulant de nombreuses problématiques et freins dans la reprise d'une activité professionnelle, des actions d'insertion, à travers des chantiers d'insertion.

Dans le cadre de sa compétence politique de la ville, la Métropole favorise les actions d'insertion par le soutien à des projets thématiques intéressant des publics en grande difficulté.

Le projet de l'Association FRAT porte sur la mise en œuvre de parcours d'insertion socioprofessionnel pour des publics très éloignés de l'emploi en précarité de logement en les faisant participer à des ateliers spécifiques durant le parcours d'insertion puis en sécurisant les personnes dans l'emploi à l'issue du parcours en chantier.

Compte tenu de l'intérêt de ce projet, la Métropole s'engage à soutenir financièrement l'action de l'Association *FRAT*.

La présente convention vise à fixer les modalités de ce soutien et à définir des priorités conjointes s'inscrivant dans le cadre de la stratégie territoriale de prévention et de lutte contre la pauvreté, déclinées sous la forme d'engagements réciproques assortis d'objectifs mesurables et d'indicateurs de résultats.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DE L'ASSOCIATION FRAT

L'Association **FRAT** s'engage à mettre en œuvre son programme d'activités 2023 et à informer Toulon Provence Méditerranée de ses réalisations et de ses projets.

Objet de l'action :

Dans le cadre de la déclinaison du Plan de Solidarité Territoriale de TPM, l'association FRAT propose des actions d'accompagnement renforcé des publics très éloignés de l'emploi par le

biais d'un suivi individualisé et global ainsi que la mise en place d'ateliers thématiques spécifiques.

Enjeux 2023 :

L'Association **FRAT** met en place un accompagnement socio professionnel des publics très éloignés de l'emploi ainsi que des ateliers spécifiques aux salariés les plus en difficulté bénéficiaires de l'action.

ARTICLE 3 ÉVALUATION DE L'ACTION :

L'Association **FRAT** s'engage à procéder à la fin de l'année en cours à une évaluation de l'action sur des critères à la fois quantitatifs, qualitatifs et financiers.

L'évaluation de l'action se fera obligatoirement par la communication des informations relatives aux indicateurs suivants :

- Le public bénéficiaire de l'action (le nombre, les caractéristiques) à l'entrée, dont les personnes issues de QPV.
- Le nombre et la nature des ateliers collectifs.
- La situation du public à la sortie (emploi, logement), dont les personnes issues de QPV.

**ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DE REFERENCE DE TOULON PROVENCE
MEDITERRANEE**

En vertu de la décision n° 23/ du Bureau Métropolitain en date du 12 juin 2023, la Métropole s'engage à soutenir financièrement l'Association **FRAT** au cours de l'exercice 2023 par le versement d'une subvention d'un montant de **20 000 €**.

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'Association **FRAT** dans la réalisation de son projet.

ARTICLE 5 : DUREE

La présente convention est conclue pour l'année 2023.

**ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE
MEDITERRANEE**

D'une façon générale, la Métropole s'engage à communiquer à l'Association **FRAT** tous les éléments administratifs et financiers nécessaires pour remplir ses missions.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

L'Association s'engage :

- à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité afin que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée. Elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents,
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- à faciliter le contrôle, par les services de la Métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,
- à fournir à MTPM un bilan prévu à l'article 2, attestant notamment de la réalisation du plan de financement, ainsi que le bilan financier et le compte de résultat de la structure.

Dans le cadre de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, un contrôle sur place peut être réalisé par l'administration.

L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Le respect des présentes prescriptions est impératif. A défaut, la Métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le versement des acomptes versés.

ARTICLE 8 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION PAR LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le montant de la subvention est arrêté à **20 000 €** (vingt mille euros). Il est imputé sur le budget métropolitain de l'exercice 2023.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales, et selon les modalités suivantes :

- L'acompte d'un montant de **16 000 €**, dès que la présente convention aura acquis un caractère exécutoire.
- Le solde, soit **4 000 €** sur présentation d'un bilan intermédiaire quantitatif, qualitatif et financier au 31 décembre 2023.

Le montant de la subvention est crédité, selon les modalités ci-dessus, sur le compte ouvert au nom de l'Association **FRAT** par virement bancaire.

ARTICLE 9 : LES MODIFICATIONS A LA CONVENTION

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 10 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de sa destination du financement mis à disposition sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis ni indemnité sur simple lettre de la Métropole.

La présente convention pourra en outre être dénoncée à la demande d'une des parties signataires, par lettre recommandée, moyennant un préavis de six mois à compter de la notification.

ARTICLE 11 : REVERSEMENT DE TOUT OU PARTIE DE LA SUBVENTION

En cas de non-respect par l'Association **FRAT** de ses engagements, ou en cas de résiliation intervenant dans l'un des cas fixés par l'article précédent, l'Association reversera à la Métropole les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande, sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'actions relevant de la compétence développement économique.

Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande, aux membres de la commission développement économique, et si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution. Les durées de conservation en matière de mandatement correspondent aux obligations légales en vigueur pour les questions de comptabilité publique.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant. Ce droit peut être exercé à tout moment directement : - Par courriel : donnees_personnelles@metropoletpm.fr - Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9 Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi. En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL : - Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes> - Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 - 75334 Paris Cedex07

ARTICLE 13 : LITIGES

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 14 : LA LEGALITE DE LA CONVENTION ET SA NOTIFICATION

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à l'association.

Fait en deux exemplaires à Toulon, le

L'Association
Faire Route Avec Toi (FRAT)

Le Président,
Dominique ZORZITTO

La Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le Président,
Jean-Pierre GIRAN

<p align="center">CONVENTION D'APPUI A LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET L'ACCES A L'EMPLOI ENTRE LA METROPOLE « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE » ET L'ASSOCIATION DE PREVENTION D'AIDE A L'INSERTION</p>

Prise en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 et du décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 relatifs à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques.

ENTRE

La Métropole « Toulon Provence Méditerranée », ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, CS30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur **Jean-Pierre GIRAN** agissant en vertu de la Décision n°23/ du Bureau Métropolitain en date du 12 juin 2023,

ci-après désignée *la Métropole*,

D'une part,

ET

L'Association de Prévention et d'Aide à l'Insertion APEA ayant son siège 5, Avenue Garibaldi, 83500 LA SEYNE SUR MER, représentée par Madame Cristina DE ROBERTIS, en qualité de Présidente,

Ci-après désignée **L'Association de Prévention et d'Aide à l'Insertion**,

D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté annoncée le 13 septembre 2018 par le Président de la République entend s'attaquer tout particulièrement à l'émergence de la pauvreté dès les premières années de la vie, garantir au quotidien les droits fondamentaux des enfants, assurer à tous les jeunes un parcours de formation leur permettant d'acquérir des compétences et de prendre leur indépendance, rendre les droits sociaux plus accessibles, plus équitables et plus incitatifs à l'activité et investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi.

Loin de se réduire à une logique de soutien aux revenus, notamment par le moyen des prestations sociales, la lutte contre la pauvreté vise « à garantir sur l'ensemble du territoire l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux dans les domaines de l'emploi, du logement, de la protection de la santé, de la justice, de l'éducation, de la formation et de la culture, de la protection de la famille et de l'enfance ».

Pour atteindre ces objectifs, la mobilisation des acteurs de terrain est indispensable car eux seuls disposent de la connaissance des réalités locales, auxquelles les mesures et ambitions nationales doivent être ajustées. Le succès de la stratégie nationale repose sur un pilotage conduit à partir des territoires, en particulier des métropoles, désormais dotées de compétences sociales depuis la mise en œuvre de la loi NOTRe. L'ensemble des politiques publiques portées par les départements, les métropoles, l'Etat et leurs partenaires doivent ainsi s'articuler pleinement et concourir à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion : hébergement d'urgence, emploi, formation, éducation, accès aux soins... Elles visent ainsi à redonner des opportunités à l'ensemble des personnes en situation d'exclusion sociale, au-delà de la seule insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires du revenu de solidarité active.

Dans le cadre de l'animation de ses politiques publiques en matière d'aide à l'emploi des habitants les plus fragiles, la Métropole peut apporter son concours à des associations œuvrant dans le champ de la prévention spécialisée.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIVRA :

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

L'Association de Prévention et d'Aide à l'Insertion gère les actions préventives éducatives et sociales en direction des enfants, d'adolescents, de jeunes en situation de danger moral et physique.

Dans le cadre de sa compétence politique de la ville, la Métropole favorise les actions de prévention par le soutien à des projets thématiques intéressant des publics en grande difficulté.

Le projet de **L'Association de Prévention et d'Aide à l'Insertion** porte sur la mise en œuvre de parcours d'accompagnement renforcé global (individuel et collectif) qui cible des jeunes précaires, en rupture sociale, scolaire, professionnel et/ou familiale ou pour prévenir le risque de décrochage. Le « **Parcours Educactiv'jeunes TPM** » est une première mise en situation visant l'insertion sociale et professionnelle.

Compte tenu de l'intérêt de ce projet, la Métropole s'engage à soutenir financièrement l'action de **L'Association de Prévention et d'Aide à l'Insertion**.

La présente convention vise à fixer les modalités de ce soutien et à définir des priorités conjointes s'inscrivant dans le cadre de la stratégie territoriale de prévention et de lutte contre la pauvreté, déclinées sous la forme d'engagements réciproques assortis d'objectifs mesurables et d'indicateurs de résultats.

ARTICLE 2. ENGAGEMENT DE L'ASSOCIATION DE PREVENTION ET D'AIDE A L'INSERTION

L'Association de Prévention et d'Aide à l'Insertion s'engage à mettre en œuvre son programme d'activités 2023 et à informer Toulon Provence Méditerranée de ses réalisations et de ses projets.

Objet de l'action :

Dans le cadre de la déclinaison du Plan de Solidarité Territoriale de TPM, **L'Association de Prévention et d'Aide à l'Insertion** propose dans le cadre du « **Parcours Educactiv'jeunes TPM** » pour 6 jeunes de 16 à 25 ans :

- Un accompagnement renforcé individualisé

Intérêt de l'accompagnement individuel: prise en charge globale avec interventions sur la levée des freins

- La mise en place d'ateliers collectifs (ou actions collectives) visant l'estime de soi, la sensibilisation santé, le logement, les codes de l'entreprise, de l'insertion etc : activités théâtre, intervention point santé jeunes, activités sportives, visites partenaires, SPE...

Intérêt de l'action collective : travail sur d'autres aspects que la problématique individuelle. Partage entre pairs. Sens du collectif, réalisation/progression/apprentissage en commun.

- La participation à une action collective solidaire et/ou de dépassement de soi pour mettre en mouvement le jeune et lui apporter une première étape de professionnalisation, de mobilisation : auprès d'une association d'aide à d'autres publics (EHPAD, démarche caritative...) ; chantiers citoyens ; journées pédagogiques...

Intérêt de l'action solidaire : inverser la « dimension » du jeune dans son rôle d'acteur de son parcours, de « contributeur » à une action de solidarité.

L'objectif général de l'action est d'amener les jeunes de 16 à 25 ans très éloignés et non identifiés vers les dispositifs de droit commun visant une insertion professionnelle (formation/emploi) et sociale (logement / levée des freins).

L'association aura la possibilité de mobiliser des aides notamment le FAJ TPM pour soutenir des projets individuels de jeunes en fonction des profils (majeurs) et des projets d'insertion de chacun. Une commission pourra être mise en place avec le service jeunesse et Cohésion sociale de TPM avec les Clubs de prévention pour analyser les situations.

ARTICLE 3. DUREE

La présente convention est conclue pour une période d'un an du 1^{er} août 2023 au 31 décembre 2023.

ARTICLE 4. ÉVALUATION DE L'ACTION :

L'Association de Prévention et d'Aide à l'Insertion s'engage à remettre des bilans d'évaluation de l'action sur des critères à la fois quantitatifs, qualitatifs et financiers:

- intermédiaire à mi-parcours (pour le rendu du rapport auprès des Services de l'Etat)
- final à la fin la période.

L'évaluation de l'action se fera obligatoirement par la communication des informations relatives aux indicateurs suivants (grille jointe) :

- Le public bénéficiaire de l'action (le nombre, les caractéristiques) à l'entrée, dont les personnes issues de QPV.
- Le nombre et la nature des ateliers collectifs.
- Le nombre et la nature des actions solidaires.
- Le nombre et la nature des freins levés.
- Le nombre et type d'aides demandées et attribuées (FAJ, aides au permis, FSL...)
- La situation du public à la sortie (emploi, logement), dont les personnes issues de QPV.

ARTICLE 5. ENGAGEMENT DE REFERENCE DE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

En vertu de la décision du Bureau Métropolitain n° 23/ en date 12 juin 2023, la Métropole s'engage à soutenir financièrement **L'Association de Prévention et d'Aide à l'Insertion** au cours de la période, par le versement d'une subvention d'un montant de 11 000 euros. Cette subvention a pour objet d'accompagner l'association dans la réalisation de son projet.

ARTICLE 6. OBLIGATIONS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

D'une façon générale, la Métropole s'engage à communiquer à **L'Association de Prévention et d'Aide à l'Insertion** tous les éléments administratifs et financiers nécessaires pour remplir ses missions.

ARTICLE 7. OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

L'Association s'engage :

- À souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité afin que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée. Elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
- À adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents,
- À ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- À valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- À faciliter le contrôle, par les services de la Métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,
- À fournir à MTPM un bilan prévu à l'article 2, attestant notamment de la réalisation du plan de financement, ainsi que le bilan financier et le compte de résultat de la structure.

Dans le cadre de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, un contrôle sur place peut être réalisé par l'administration.

L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Le respect des présentes prescriptions est impératif. A défaut, la Métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le versement des acomptes versés.

ARTICLE 8. MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION PAR LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le montant de la subvention est arrêté à 11 000 € (onze mille euros). Il est imputé sur le budget métropolitain de l'exercice 2023.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales, et selon les modalités suivantes :

- Un 1^{er} terme d'un montant de **8 000 €**, dès que la présente convention aura acquis un caractère exécutoire.
- Le solde, soit **3 000 €**, sur présentation d'un bilan définitif, quantitatif qualitatif et financier au 31 décembre 2023.

Le montant de la subvention est crédité, selon les modalités ci-dessus, sur le compte ouvert au nom de **L'Association de Prévention et d'Aide à l'Insertion** par virement bancaire.

ARTICLE 9. LES MODIFICATIONS A LA CONVENTION

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 10. RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de sa destination du financement mis à disposition sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis ni indemnité sur simple lettre de la Métropole.

La présente convention pourra en outre être dénoncée à la demande d'une des parties signataires, par lettre recommandée, moyennant un préavis de six mois à compter de la notification.

ARTICLE 11. REVERSEMENT DE TOUT OU PARTIE DE LA SUBVENTION

En cas de non-respect par L'Association de Prévention et d'Aide à l'Insertion de ses engagements, ou en cas de résiliation intervenant dans l'un des cas fixés par l'article précédent, l'association reversera à la Métropole les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 12. POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande, sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'actions relevant de la compétence développement économique.

Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande, aux membres de la commission développement économique, et si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution. Les durées de conservation en matière de mandatement correspondent aux obligations légales en vigueur pour les questions de comptabilité publique.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant. Ce droit peut être exercé à tout moment directement : - Par courriel : donnees_personnelles@metropoletpm.fr - Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9 Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi. En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL : - Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes> - Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 - 75334 Paris Cedex 07

ARTICLE 13. LITIGES

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 14. LA LEGALITE DE LA CONVENTION ET SA NOTIFICATION
--

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à l'association.

Fait en deux exemplaires à Toulon, le

Le Président de la Métropole Toulon
Provence Méditerranée

La Présidente de L'Association de
Prévention et d'Aide à l'Insertion

Jean-Pierre GIRAN

Cristina DE ROBERTIS

<p align="center">CONVENTION D'APPUI A LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET L'ACCES A L'EMPLOI ENTRE LA METROPOLE « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE » ET LA LIGUE VAROISE DE PREVENTION</p>

Prise en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 et du décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 relatifs à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques.

ENTRE

La Métropole « Toulon Provence Méditerranée », ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, CS30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur **Jean-Pierre GIRAN** agissant en vertu de la Décision n°23/ du Bureau Métropolitain en date du 12 juin 2023,

ci-après désignée *la Métropole*,

D'une part,

ET

La Ligue Varoise de Prévention LVP ayant son siège 68, Avenue Victor Agostini, 83000 TOULON, représentée par Monsieur Bernard SALLES, en qualité de Président,

Ci-après désignée **La Ligue Varoise de Prévention**,

D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté annoncée le 13 septembre 2018 par le Président de la République entend s'attaquer tout particulièrement à l'émergence de la pauvreté dès les premières années de la vie, garantir au quotidien les droits fondamentaux des enfants, assurer à tous les jeunes un parcours de formation leur permettant d'acquérir des compétences et de prendre leur indépendance, rendre les droits sociaux plus accessibles, plus équitables et plus incitatifs à l'activité et investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi.

Loin de se réduire à une logique de soutien aux revenus, notamment par le moyen des prestations sociales, la lutte contre la pauvreté vise « à garantir sur l'ensemble du territoire l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux dans les domaines de l'emploi, du logement, de la protection de la santé, de la justice, de l'éducation, de la formation et de la culture, de la protection de la famille et de l'enfance ».

Pour atteindre ces objectifs, la mobilisation des acteurs de terrain est indispensable car eux seuls disposent de la connaissance des réalités locales, auxquelles les mesures et ambitions nationales doivent être ajustées. Le succès de la stratégie nationale repose sur un pilotage conduit à partir des territoires, en particulier des métropoles, désormais dotées de compétences sociales depuis la mise en œuvre de la loi NOTRe. L'ensemble des politiques publiques portées par les départements, les métropoles, l'Etat et leurs partenaires doivent ainsi s'articuler pleinement et concourir à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion : hébergement d'urgence, emploi, formation, éducation, accès aux soins... Elles visent ainsi à redonner des opportunités à l'ensemble des personnes en situation d'exclusion sociale, au-delà de la seule insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires du revenu de solidarité active.

Dans le cadre de l'animation de ses politiques publiques en matière d'aide à l'emploi des habitants les plus fragiles, la Métropole peut apporter son concours à des associations œuvrant dans le champ de la prévention spécialisée.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La Ligue Varoise de Prévention gère les actions préventives éducatives et sociales en direction des enfants, d'adolescents, de jeunes en situation de danger moral et physique.

Dans le cadre de sa compétence politique de la ville, la Métropole favorise les actions de prévention par le soutien à des projets thématiques intéressant des publics en grande difficulté.

Le projet de **La Ligue Varoise de Prévention** porte sur la mise en œuvre de parcours d'accompagnement renforcé global (individuel et collectif) qui cible des jeunes précaires, en rupture sociale, scolaire, professionnel et/ou familiale ou pour prévenir le risque de décrochage. Le « **Parcours Educactiv'jeunes TPM** » est une première mise en situation visant l'insertion sociale et professionnelle.

Compte tenu de l'intérêt de ce projet, la Métropole s'engage à soutenir financièrement l'action de **La Ligue Varoise de Prévention**.

La présente convention vise à fixer les modalités de ce soutien et à définir des priorités conjointes s'inscrivant dans le cadre de la stratégie territoriale de prévention et de lutte

contre la pauvreté, déclinées sous la forme d'engagements réciproques assortis d'objectifs mesurables et d'indicateurs de résultats.

ARTICLE 2. ENGAGEMENT DE LA LIGUE VAROISE DE PREVENTION

La Ligue Varoise de Prévention s'engage à mettre en œuvre son programme d'activités 2023 et à informer Toulon Provence Méditerranée de ses réalisations et de ses projets.

Objet de l'action :

Dans le cadre de la déclinaison du Plan de Solidarité Territoriale de TPM, **La Ligue Varoise de Prévention** propose dans le cadre du « **Parcours Educactiv'jeunes TPM** » pour 6 jeunes de 16 à 25 ans :

- Un accompagnement renforcé individualisé

Intérêt de l'accompagnement individuel: prise en charge globale avec interventions sur la levée des freins

- La mise en place d'ateliers collectifs (ou actions collectives) visant l'estime de soi, la sensibilisation santé, le logement, les codes de l'entreprise, de l'insertion etc : activités théâtre, intervention point santé jeunes, activités sportives, visites partenaires, SPE...

Intérêt de l'action collective : travail sur d'autres aspects que la problématique individuelle. Partage entre pairs. Sens du collectif, réalisation/progression/apprentissage en commun.

- La participation à une action collective solidaire et/ou de dépassement de soi pour mettre en mouvement le jeune et lui apporter une première étape de professionnalisation, de mobilisation : auprès d'une association d'aide à d'autres publics (EHPAD, démarche caritative...) ; chantiers citoyens ; journées pédagogiques...

Intérêt de l'action solidaire : inverser la « dimension » du jeune dans son rôle d'acteur de son parcours, de « contributeur » à une action de solidarité.

L'objectif général de l'action est d'amener les jeunes de 16 à 25 ans très éloignés et non identifiés vers les dispositifs de droit commun visant une insertion professionnelle (formation/emploi) et sociale (logement / levée des freins).

L'association aura la possibilité de mobiliser des aides notamment le FAJ TPM pour soutenir des projets individuels de jeunes en fonction des profils (majeurs) et des projets d'insertion de chacun. Une commission pourra être mise en place avec le service jeunesse et Cohésion sociale de TPM avec les Clubs de prévention pour analyser les situations.

ARTICLE 3. DUREE

La présente convention est conclue pour une période d'un an du 1^{er} août 2023 au 31 décembre 2023.

ARTICLE 4. ÉVALUATION DE L'ACTION :

La Ligue Varoise de Prévention s'engage à remettre des bilans d'évaluation de l'action sur des critères à la fois quantitatifs, qualitatifs et financiers:

- intermédiaire à mi-parcours (pour le rendu du rapport auprès des Services de l'Etat)
- final à la fin la période.

L'évaluation de l'action se fera obligatoirement par la communication des informations relatives aux indicateurs suivants (grille jointe) :

- Le public bénéficiaire de l'action (le nombre, les caractéristiques) à l'entrée, dont les personnes issues de QPV.
- Le nombre et la nature des ateliers collectifs.
- Le nombre et la nature des actions solidaires.
- Le nombre et la nature des freins levés.
- Le nombre et type d'aides demandées et attribuées (FAJ, aides au permis, FSL...)
- La situation du public à la sortie (emploi, logement), dont les personnes issues de QPV.

ARTICLE 5. ENGAGEMENT DE REFERENCE DE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

En vertu de la décision du Bureau Métropolitain n° 23/ en date 12 juin 2023, la Métropole s'engage à soutenir financièrement **La Ligue Varoise de Prévention** au cours de la période, par le versement d'une subvention d'un montant de 11 000 euros. Cette subvention a pour objet d'accompagner l'association dans la réalisation de son projet.

ARTICLE 6. OBLIGATIONS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

D'une façon générale, la Métropole s'engage à communiquer à **La Ligue Varoise de Prévention** tous les éléments administratifs et financiers nécessaires pour remplir ses missions.

ARTICLE 7. OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

L'Association s'engage :

- À souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité afin que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée. Elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
- À adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents,
- À ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- À valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- À faciliter le contrôle, par les services de la Métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,
- À fournir à MTPM un bilan prévu à l'article 2, attestant notamment de la réalisation du plan de financement, ainsi que le bilan financier et le compte de résultat de la structure.

Dans le cadre de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, un contrôle sur place peut être réalisé par l'administration.

L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Le respect des présentes prescriptions est impératif. A défaut, la Métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le versement des acomptes versés.

ARTICLE 8. MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION PAR LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le montant de la subvention est arrêté à 11 000 € (onze mille euros). Il est imputé sur le budget métropolitain de l'exercice 2023.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales, et selon les modalités suivantes :

- Un 1^{er} terme d'un montant de **8 000 €**, dès que la présente convention aura acquis un caractère exécutoire.
- Le solde, soit **3 000 €**, sur présentation d'un bilan définitif, quantitatif qualitatif et financier au 31 décembre 2023.

Le montant de la subvention est crédité, selon les modalités ci-dessus, sur le compte ouvert au nom de La Ligue Varoise de Prévention par virement bancaire.

ARTICLE 9. LES MODIFICATIONS A LA CONVENTION

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 10. RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de sa destination du financement mis à disposition sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis ni indemnité sur simple lettre de la Métropole.

La présente convention pourra en outre être dénoncée à la demande d'une des parties signataires, par lettre recommandée, moyennant un préavis de six mois à compter de la notification.

ARTICLE 11. REVERSEMENT DE TOUT OU PARTIE DE LA SUBVENTION

En cas de non-respect par La Ligue Varoise de Prévention de ses engagements, ou en cas de résiliation intervenant dans l'un des cas fixés par l'article précédent, l'association reversera à la Métropole les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisés n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 12. POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce

que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande, sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'actions relevant de la compétence développement économique.

Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande, aux membres de la commission développement économique, et si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution. Les durées de conservation en matière de mandatement correspondent aux obligations légales en vigueur pour les questions de comptabilité publique.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant. Ce droit peut être exercé à tout moment directement : - Par courriel : donnees_personnelles@metropoletpm.fr - Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9 Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi. En cas de difficulté en lien avec la gestion

de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL : - Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes> - Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 - 75334 Paris Cedex07

ARTICLE 13. LITIGES

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 14. LA LEGALITE DE LA CONVENTION ET SA NOTIFICATION

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à l'association.

Fait en deux exemplaires à Toulon, le

Le Président de la Métropole Toulon
Provence Méditerranée

Le Président de La Ligue Varoise de
Prévention

Jean-Pierre GIRAN

Bernard SALLES

**CONVENTION D'APPUI A LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET L'ACCES A
L'EMPLOI ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET
L'ASSOCIATION PROMO SOINS**

Prise en application de l'article 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 et du décret n° 2001-495 du 06 juin 2001 relatifs à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques.

ENTRE

La Métropole « Toulon Provence Méditerranée », ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, CS30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, **Monsieur Jean-Pierre GIRAN** agissant en vertu de la **Décision n°23/** du Bureau Métropolitain en date du 12 juin 2023,

ci-après désignée *la Métropole*,

D'une part,

ET

L'Association PROMO SOINS, ayant son siège social, Impasse Mirabeau 83000 TOULON, représentée par **Monsieur Paul CASTEL**, en qualité de Président

ci-après désignée *l'Association PROMO SOINS*,

D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté annoncée le 13 septembre 2018 par le Président de la République entend s'attaquer tout particulièrement à l'émergence de la pauvreté dès les premières années de la vie, garantir au quotidien les droits fondamentaux des enfants, assurer à tous les jeunes un parcours de formation leur permettant d'acquérir des compétences et de prendre leur indépendance, rendre les droits sociaux plus accessibles, plus équitables et plus incitatifs à l'activité et investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi.

Loin de se réduire à une logique de soutien aux revenus, notamment par le moyen des prestations sociales, la lutte contre la pauvreté vise « à garantir sur l'ensemble du territoire l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux dans les domaines de l'emploi, du logement, de la protection de la santé, de la justice, de l'éducation, de la formation et de la culture, de la protection de la famille et de l'enfance ».

Pour atteindre ces objectifs, la mobilisation des acteurs de terrain est indispensable car eux seuls disposent de la connaissance des réalités locales, auxquelles les mesures et ambitions nationales doivent être ajustées. Le succès de la stratégie nationale repose sur un pilotage conduit à partir des territoires, en particulier des métropoles, désormais dotées

de compétences sociales depuis la mise en œuvre de la loi NOTRe. L'ensemble des politiques publiques portées par les départements, les métropoles, l'Etat et leurs partenaires doivent ainsi s'articuler pleinement et concourir à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion : hébergement d'urgence, emploi, formation, éducation, accès aux soins... Elles visent ainsi à redonner des opportunités à l'ensemble des personnes en situation d'exclusion sociale, au-delà de la seule insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires du revenu de solidarité active.

Dans le cadre de l'animation de ses politiques publiques en matière d'aide à l'emploi des habitants les plus fragiles, la Métropole peut apporter son concours à des associations œuvrant dans le champ de l'insertion socio-économique.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

L'Association **PROMO SOINS** a pour objectif de faciliter l'accès aux soins et l'insertion par la santé des publics fragiles en situation de grande précarité. L'accompagnement en matière de soins et de prévention permet aux personnes de retrouver un état de santé stabilisé permettant de se maintenir en hébergement ou en logement, de commencer à élaborer des projets de vie sociale et professionnelle, un retour à la citoyenneté et de cheminer vers une meilleure inclusion sociale par un retour également de la confiance en soi.

Dans le cadre de sa compétence politique de la ville, la Métropole favorise les actions d'insertion par le soutien à des projets thématiques intéressant des publics en grande difficulté.

Le projet de l'Association **PROMO SOINS** porte sur une action médico-sociale destinée aux personnes en difficulté d'accès aux droits et à la santé, et sur un partenariat avec les SIAE mettant en place des actions sur l'axe hygiène/santé dans le cadre du Plan de Solidarité Territoriale.

Compte tenu de l'intérêt de ce projet, la Métropole s'engage à soutenir financièrement l'action de l'Association **15 000 euros**.

La présente convention vise à fixer les modalités de ce soutien et à définir des priorités conjointes s'inscrivant dans le cadre de la stratégie territoriale de prévention et de lutte contre la pauvreté, déclinées sous la forme d'engagements réciproques assortis d'objectifs mesurables et d'indicateurs de résultats.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DE L'ASSOCIATION PROMO SOINS

L'Association **PROMO SOINS** s'engage à mettre en œuvre son programme d'activités 2023 et à informer Toulon Provence Méditerranée de ses réalisations et de ses projets.

Objet de l'action :

Dans le cadre de la déclinaison du Plan de Solidarité Territoriale de TPM, l'association **PROMO SOINS** propose une action médico-sociale offrant aux personnes en difficulté d'accès aux droits et à la santé, la possibilité de bénéficier de permanences d'assistantes sociales pour des bilans de situation et des ouvertures de droits (droits de sécurité sociale et revenus, à l'hébergement et au logement...) et l'accès à des soins délivrés par des professionnels médicaux et paramédicaux salariés et bénévoles.

En parallèle, l'association **PROMO SOINS** s'engage à aider les ACI engagées dans des actions du Plan de Solidarité Territoriale visant le public précaire, en les accompagnant dans le développement d'ateliers sur l'axe hygiène/santé.

Enjeux 2023 :

L'Association **PROMO SOINS** met en place une permanence d'accès aux droits combinée à une permanence d'accès aux soins de proximité : l'Espace Santé Mirabeau.

Cet espace de soins de proximité va permettre d'offrir un accès aux soins à ceux qui en sont exclus et une prise en charge globale dans chacune des actions, une réappropriation des droits aux soins qui ouvre aux personnes, même précarisées, un accès au système public de soins, de promouvoir un accompagnement personnalisé et adapté de la personne, de promouvoir la santé comme un droit fondamental par le biais de l'information, la prévention et l'éducation.

En parallèle, l'association **PROMO SOINS** met son expertise au service des ACI engagées dans des actions du Plan Pauvreté visant le public précaire, en les accompagnant dans le développement de leurs ateliers.

ARTICLE 3 ÉVALUATION DE L'ACTION :

L'Association **PROMO SOINS** s'engage à procéder à la fin de l'année en cours à une évaluation de l'action sur des critères à la fois quantitatifs, qualitatifs et financiers.

L'évaluation de l'action se fera obligatoirement par la communication des informations relatives aux indicateurs suivants :

- Le public bénéficiaire de l'action (le nombre, les caractéristiques) à l'entrée, dont les personnes issues de QPV.
- Le nombre et la nature des permanences/ et des ateliers auprès des ACI.
- La situation du public à la sortie (santé, insertion), dont les personnes issues de QPV.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DE REFERENCE DE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

En vertu de la décision du Bureau Métropolitain n° 23/ en date du 12 juin 2023, la Métropole s'engage à soutenir financièrement l'Association **PROMO SOINS** au cours de l'exercice 2023 par le versement d'une subvention d'un montant de **15 000 €**.

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'Association **PROMO SOINS** dans la réalisation de son projet.

ARTICLE 5 : DUREE

La présente convention est conclue pour l'année 2023.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

D'une façon générale, la Métropole s'engage à communiquer à l'Association **PROMO SOINS** tous les éléments administratifs et financiers nécessaires pour remplir ses missions.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

L'Association s'engage :

- à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité afin que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée. Elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents,
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- à faciliter le contrôle, par les services de la Métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,
- à fournir à MTPM un bilan prévu à l'article 2, attestant notamment de la réalisation du plan de financement, ainsi que le bilan financier et le compte de résultat de la structure.

Dans le cadre de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, un contrôle sur place peut être réalisé par l'administration.

L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Le respect des présentes prescriptions est impératif. A défaut, la Métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le versement des acomptes versés.

ARTICLE 8 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION PAR LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Le montant de la subvention est arrêté à **15 000 €** (quinze mille euros). Il est imputé sur le budget métropolitain de l'exercice 2023.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales, et selon les modalités suivantes :

- L'acompte d'un montant de **12 000 €**, dès que la présente convention aura acquis un caractère exécutoire.

- Le solde, soit **3 000 €** sur présentation d'un bilan intermédiaire quantitatif, qualitatif et financier au 31 décembre 2023.

Le montant de la subvention est crédité, selon les modalités ci-dessus, sur le compte ouvert au nom de l'Association **PROMO SOINS** par virement bancaire.

ARTICLE 9 : LES MODIFICATIONS A LA CONVENTION

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 10 : RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de sa destination du financement mis à disposition sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis ni indemnité sur simple lettre de la Métropole.

La présente convention pourra en outre être dénoncée à la demande d'une des parties signataires, par lettre recommandée, moyennant un préavis de six mois à compter de la notification.

ARTICLE 11 : REVERSEMENT DE TOUT OU PARTIE DE LA SUBVENTION

En cas de non-respect par l'Association **PROMO SOINS** de ses engagements, ou en cas de résiliation intervenant dans l'un des cas fixés par l'article précédent, l'Association reversera à la Métropole les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 12 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande, sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'actions relevant de la compétence développement économique.

Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande, aux membres de la commission développement économique, et si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution. Les durées de conservation en matière de mandatement correspondent aux obligations légales en vigueur pour les questions de comptabilité publique.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant. Ce droit peut être exercé à tout moment directement : - Par courriel : donnees_personnelles@metropoletpm.fr - Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9 Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi. En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL : - Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes> - Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 - 75334 Paris Cedex07

ARTICLE 13 : LITIGES

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 14 : LA LEGALITE DE LA CONVENTION ET SA NOTIFICATION

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à l'association.

Fait en deux exemplaires à Toulon, le

L'Association
PROMO SOINS

Le Président,
Paul CASTEL

La Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le Président,
Jean-Pierre GIRAN

Convention de partenariat entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et l'Union Régionale Habitat Jeunes (URHAJ) PACA & Corse relative au plan de solidarité territoriale pour l'année 2023

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole 107 Boulevard Henri Fabre CS 30536 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, agissant en vertu de la décision n°23/du Bureau Métropolitain en date du 12 juin 2023,

D'une part,

ET

L'Union Régionale Habitat Jeunes (URHAJ) PACA & Corse, 97 avenue de la Corse 13007 Marseille, déclarée en Préfecture le 13 mai 1976, représentée par Monsieur Didier ROULET, Président, dûment habilité,

D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté annoncée le 13 septembre 2018 par le Président de la République a pour objectif de prévenir l'émergence de la pauvreté, de rendre les droits sociaux plus accessibles, plus équitables et plus incitatifs à l'activité et investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi.

En 2020, la signature du Plan de solidarité territoriale de la Métropole TPM avec l'Etat, vise notamment à renforcer les coopérations entre les acteurs et à instaurer une meilleure articulation entre leurs interventions dans le secteur de l'Habitat.

Dans un contexte où le logement est un pilier de l'insertion globale des personnes, il est nécessaire de garantir l'accès effectif aux droits en matière de logement et d'habitat, de favoriser une meilleure coordination des dispositifs existants pour les locataires et les bailleurs en difficulté. Cela en développant le conseil, l'accompagnement vers l'accès aux droits, la médiation, l'amélioration du bâti, l'augmentation de l'offre de logements conventionnés sur le territoire et le développement de l'intermédiation locative.

Dans le cadre de l'animation de ses politiques publiques en matière d'habitat, d'attractivité du territoire et d'environnement, la Métropole peut apporter son concours à des associations œuvrant dans le champ de l'insertion socio-économique par le logement, notamment par l'intermédiaire du fonds de solidarité pour le logement.

C'est pourquoi, suite à la demande de l'association, et compte tenu de l'intérêt de son action, il a été décidé de soutenir l'Union Régionale Habitat Jeunes (URHAJ) PACA & Corse.

L'URHAJ PACA & Corse fédère et anime le réseau des associations proposant des solutions de logement adaptées à la jeunesse (16-30 ans) quel que soit son statut (salariés, apprentis, étudiants, stagiaires de la formation professionnelle...). Ces solutions comprennent un logement en résidence ou dans le diffus ainsi qu'un accompagnement socio-éducatif global associant suivi individuel et suivi collectif dans tous les domaines de la vie quotidienne des jeunes (insertion, santé, mobilité, culture, engagement, citoyenneté...) s'appuyant sur les professionnels salariés des associations membres (travailleurs sociaux, animateurs, conseillers en insertion professionnelle, maîtresses de maison...).

Les 12 associations adhérentes gèrent 32 résidences et des logements en diffus (parc public et privé) représentant 1 600 logements et 1 900 places, permettant de loger et d'accompagner chaque année en moyenne 4 000 jeunes sur le territoire.

L'URHAJ PACAC, investie dans les programmes nationaux ciblant la jeunesse, son insertion et le logement (Plan national 80 000 logements, Plan de lutte contre la pauvreté, Plan pour le Logement d'Abord et la lutte contre le sans-abrisme...) entend jouer un rôle de catalyseur de projets auprès des collectivités et des réseaux d'acteurs associatifs, économiques et du domaine de la formation et l'emploi, sur les territoires régionaux et en particulier au sein des périmètres directement ciblés par ces dispositifs. Elle s'inscrit donc naturellement, avec ses adhérents, dans le soutien des initiatives développées par la métropole toulonnaise dans ces domaines.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

CECI EXPOSÉ, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : L'engagement de l'association

L'Union Régionale Habitat Jeunes (URHAJ) PACA & Corse s'engage à mettre en œuvre son programme d'action 2023 tel qu'il a été défini par son Conseil d'Administration.

Par la présente convention, l'association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de la politique publique mentionnées préalablement, une coordination partenariale des acteurs afin d'expérimenter des actions recherchant l'insertion socio-économique durable pour les jeunes de 16 à 25 ans, s'appuyant sur les solutions nouvelles élaborées et/ou existantes sur le territoire.

Cette action s'adresse à des Jeunes de 16-25 ans en situation de fragilité, en cours ou en finalisation d'insertion (formation et/ou emploi). Ayant besoin d'une « impulsion » pour stabiliser leur insertion socio-économique (décohabitation ou hébergement

temporaire, rupture familiale, en emploi précaire, sortants de l'ASE, étudiants bénéficiaires du FAJ Métropolitain).

Objectifs généraux de l'action :

- Coordination d'un parcours résidentiel d'insertion socio-économique durable s'appuyant sur les solutions nouvelles élaborées et/ou existantes du territoire, avec les partenaires locaux dans les domaines du logement, de l'insertion, de la santé, de la culture, de la citoyenneté et de la jeunesse
- Création d'une offre adaptée multiple de solutions de logement avec accompagnement global renforcé
- Impulsion et préfiguration de la création d'une offre alternative de logement pour les jeunes
- Création des conditions du déploiement du dispositif iNNé© (intergénérationnel, engagement citoyen, approche par les pairs - ou pair-aidance - et accompagnement de la digitalisation auprès de publics en rupture numérique)

Actions visant les objectifs :

- Développer une action de sécurisation des parcours d'insertion par le logement, par un accompagnement global et renforcé vers l'insertion socio-économique durable.
- Mobiliser les partenaires locaux existants pour contribuer à l'enrichissement d'offres de services coordonnées et d'accompagnement sur-mesure (partenaires bailleurs, CLLAJ, Missions locales, CFA, Chambres consulaires, Union patronale du Var, santé...); et une offre de logement accompagnée diversifiée « jeunes » : Foyer Soleil, IML renforcé, FJT Diffus, art. 109 Elan avec accompagnement renforcé.
- Accompagner la mobilisation et le montage des dossiers d'offre de logement alternatif dans le cadre de ce projet.
- Conjuguer l'accompagnement via le logement et l'insertion avec une approche participative, au travers du déploiement du dispositif iNNé© porté par le réseau Habitat Jeunes (appui sur l'intergénérationnel afin de lutter contre la fracture numérique et l'isolement des seniors et créer du logement accessible aux jeunes en centre-ville).
- Accompagner le montage des dossiers : Foyer Soleil, IML renforcé, FJT Diffus.

ARTICLE 2 : L'engagement de TPM

Cette subvention a pour objet d'accompagner l'association dans la réalisation de sa mission, et notamment des objectifs généraux pré-cités dont la mise en œuvre repose sur des financements multiples. Elle concourra à participer à l'ingénierie d'accompagnement de l'URHAJ PACA & Corse et au renforcement des accompagnements socio-éducatifs mobilisés par ses partenaires (membres du réseau).

L'association dispose d'un référent privilégié au sein du service FSL logement, qui accompagnera l'association.

ARTICLE 3 : Evaluation de l'action

Les parties s'engagent mutuellement à procéder à une évaluation de l'action à la fois quantitative et qualitative.

- Partenariats mobilisés pour le projet (nombre d'acteurs, formes de partenariat),
- Nombre de jeunes entrés dans les dispositifs créés (ou optimisés) et suivi du parcours (statut à l'entrée, à la sortie, éventuelles ruptures de parcours...),
- Portraits de jeunes illustrant les profils accompagnés et les parcours réalisés,
- Accompagnement des montages dossiers administratifs « Foyer soleil » -art 109 Elan...
- Mobilisation de financements complémentaires (Captation de 5 logements, gestion et accompagnement),
- Valorisation du réseau partenarial « accès formation emploi »,
- Expérimentation et déploiement du dispositif iNNé@.

L'association devra fournir :

- un rapport d'activité accompagné de l'outil statistique co-élaboré à date du 31/12 de l'année ou le cas échéant à 6 mois et à 12 mois d'action.

Le référent du service "Fonds de solidarité pour le logement" exerce le suivi et l'évaluation de l'association.

ARTICLE 4 : La durée de l'engagement de la Métropole TPM

La présente convention est conclue pour l'année 2023.

ARTICLE 5 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

Le montant de la subvention est arrêté à 30 000 euros.

Le versement de la subvention sera effectué à la signature.

Elle est imputée au budget principal métropolitain, pour l'exercice 2023. Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

La subvention sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales. Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de l'association au terme d'un virement bancaire représentant le montant total de la subvention.

ARTICLE 6 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 7 : Les obligations de l'association

L'Association s'engage :

- À souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée, elle devra être en mesure de justifier de la souscription de ces polices et du paiement effectif des primes correspondantes,
- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux dispositions au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de Réglementation comptable et à faire approuver ses comptes par ses organes compétents,
- à ventiler les différentes catégories de ressources et apporter toutes précisions nécessaires pour faciliter le suivi de l'emploi des subventions métropolitaines,
- à valoriser et préciser les mises à disposition de personnes, de biens meubles et immeubles en annexe des comptes annuels, et ce d'où qu'elles proviennent,
- à fournir dans les six mois suivant la clôture de l'exercice :
 - * Le compte rendu financier des actions soutenues par Toulon Provence Méditerranée. Ce compte rendu atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention,
 - * les bilans et comptes de résultats et leurs annexes, certifiés conformes soit par le commissaire aux comptes de l'association lorsque celle-ci est tenue de désigner un commissaire aux comptes, soit par le Président de l'association, lorsque celle-ci n'est pas tenue de désigner un commissaire aux comptes,
- à faciliter le contrôle par les services de la Métropole, de la réalisation des objectifs précités et l'accès aux documents administratifs et comptables,
- à respecter le calendrier et les supports d'information établis par les services de la Métropole au titre de la préparation budgétaire,
- à faire apparaître sur tous ses documents informatifs ou promotionnels le soutien apporté par la Métropole en prenant contact avec la Direction de la communication et la direction des services à la population et aux équipements de proximité de Toulon Provence Méditerranée.

L'association déposera à la Préfecture de son siège social ses budgets, comptes annuels, conventions passées avec les autorités publiques et les comptes rendus financiers des subventions reçues pour y être consultés.

Le respect des présentes prescriptions est impératif.

A défaut, la Métropole pourra suspendre le versement de la subvention, voire demander le remboursement des acomptes déjà versés.

La décision d'attribution de la subvention devant également prendre en compte l'examen du compte d'exploitation et du bilan de l'année précédente, l'association s'engage à formuler sa demande annuelle de subvention le plus tôt possible, accompagnée d'un budget prévisionnel détaillé et du programme des activités prévues pour l'année en cours.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étapes réguliers avec l'association afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées.

Dans cet esprit, l'association s'engage à mettre à disposition de la Métropole tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 8 : Divers

L'association fera par ailleurs son affaire :

- De la communication sur l'aide apportée par la Métropole TPM à son action, par tous moyens à sa disposition,
- de l'accueil des personnes,
- du programme d'actions défini par le Conseil d'Administration de l'association.

ARTICLE 9 : Les modifications de la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 10 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de la destination de la subvention sans accord préalable et exprès de la Métropole TPM entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention, sans préavis ni indemnité, sur simple lettre de la Métropole TPM.

ARTICLE 11 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de l'association

En cas de non-respect par l'Association de ses engagements, ou en cas de résiliation intervenant dans l'un des cas fixés par l'article précédent, celle-ci reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 12 : politique de gestion des données personnelles

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande, sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'actions relevant de la compétence développement économique.

Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande, aux membres de la commission développement économique, et si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution. Les durées de conservation en matière de mandatement correspondent aux obligations légales en vigueur pour les questions de comptabilité publique.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant. Ce droit peut être exercé à tout moment directement : - Par courriel : donnees_personnelles@metropoletpm.fr - Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9 Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi. En cas de difficulté en lien avec la

gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL : - Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes> - Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 - 75334 Paris Cedex07

ARTICLE 13 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après avoir reçu le visa de légalité de la Préfecture du Var et après notification à l'URHAJ.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Monsieur Jean-Pierre GIRAN

Le Président de l'URHAJ
PACA CORSE
Monsieur Didier ROULET